



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

### PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 4 MARS 1899.

#### CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF,

*Quebec, 25 février 1899.*

Aujourd'hui, à une heure de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif, au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et cette Chambre s'y étant rendue, les bills suivants ont été sanctionnés au nom de Sa Majesté, par Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, à savoir :

- H Loi amendant la loi relative aux sociétés de de prêts et placements.
- 2 Loi concernant les limites nord-est, nord et nord-ouest de certains comtés de la province.
- 3 Loi concernant les territoires d'Abittibi, de Mistassini et d'Ashuanipi.
- 4 Loi concernant la pêche et les pêcheries.
- 5 Loi amendant la loi concernant la protection des forêts contre les incendies.
- 6 Loi amendant la loi concernant les terres publiques.
- 7 Loi de la chasse de Québec.
52. Loi amendant et refondant la charte de la Société des Artisans Canadiens-Français de la cité de Montréal.
116. Loi concernant la cité de Montréal et la compagnie de chemin de fer le Grand-Tronc du Canada. 867

### PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 4th MARCH, 1899.

#### LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBERS,

*Quebec, 25th February, 1899.*

This day, at one o'clock in the afternoon, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Chamber of the Legislative Council, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the following Bills were assented to, in Her Majesty's name, by His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, viz :

- H An Act to amend the law relating to loan and investment companies.
- 2 An Act respecting the north-eastern, northern and north-western limits of certain counties in the province.
- 3 An Act respecting the territories of Abittibi, Mistassini and Ashuanipi.
- 4 An Act respecting fisheries and fishing.
- 5 An Act to amend the law respecting the protection of forests against fire.
- 6 An Act to amend the law respecting Public Lands.
- 7 Quebec Game Laws.
- 52 An Act to amend and consolidate the charter of the Société des Artisans Canadiens-Français of the City of Montreal.
- 116 An Act respecting the City of Montreal and The Grand Trunk Railway Company of Canada. 868

## AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

807

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer, le 1er mars 1899, Messieurs William Leblanc, Firmin Cormier, Jean H. Bourdeau, Nelson Bourdeau, Fidèle Cormier, Christophe Hubert et Pierre Prévereau, conseillers de la municipalité de Saint-Pierre de la Pointe aux Esquimaux, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal.

831

## Avis du Gouvernement

## DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE.

## AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au département de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté de PORNEUF, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

Cercle agricole de la paroisse de Saint-Rémi.

J. G. MIVILLE DECHENE,

Commissaire de l'Agriculture.

Québec, 2 mars 1899. 853

No 275-99.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

*Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.*

Eriger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Saint-Edouard," la paroisse de ce nom, en la cité de Montréal et la municipalité du "Mile End", avec les mêmes limites qui lui sont assignées, par le décret de Sa Grandeur Mgr l'archevêque Fabre, en date du 14 décembre 1895, et publié sur la *Gazette Officielle* du 4 janvier 1896.

Cette érection n'affectera que les catholiques seulement, et ne prendra effet que le 1er juillet prochain (1899). 715-2

## BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 2 février 1899.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Vincent Fortier, écrivain, notaire public, de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, par laquelle il demande le transfert en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Antoine Fortier, en son vivant notaire public, du même lieu, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

511-5

J. E. ROBIDOUX,  
Secrétaire de la province.

## GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

808

## Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 1st March, 1899, Messrs. William Leblanc, Firmin Cormier, Jean H. Bourdeau, Nelson Bourdeau, Fidèle Cormier, Christophe Hubert and Pierre Prévereau, councillors of the municipality of Saint Pierre de la Pointe aux Esquimaux, in virtue of the provisions of article 327 of the municipal code.

832

## Government Notices

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

## PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorize the formation of this club which is hereby constituted in corporation.

In the county of PORNEUF, the following club is authorized under the name given hereafter, to wit :  
Farmers' club of the parish of Saint Rémi.

J. G. MIVILLE DECHENE,

Commissioner of Agriculture.

\* Québec, 2nd March, 1899.

854

No 275-99.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

*Application to erect a new school municipality.*

To erect into a distinct school municipality under the name of "Saint Edward," the parish of that name, in the city of Montreal, and the municipality of "Mile End", with the same limits as are assigned to it by the decree of His Grace Mgr the Archbishop Fabre, dated the 14th of December, 1895, and published in the *Official Gazette* of the 4th of January, 1896.

This erection will affect the catholics only, and will not come into force until the 1st of July next, (1899). 716

## SECRETARY'S OFFICE.

Québec, 2nd February, 1899.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the lieutenant governor of the province of Québec, by Vincent Fortier, esquire, notary public, of Sainte-Scholastique, county of Two Mountains, district of Terrebonne, by which he asks for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Antoine Fortier, notary public, in his lifetime of the same place, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.).

512

J. E. ROBIDOUX,  
Provincial secretary.

## PARLEMENT DU CANADA.

EXTRAITS DES RÈGLES DU SÉNAT ET DE LA  
CHAMBRE DES COMMUNES. RELATIVES  
AUX BILLS PRIVÉS.

Toutes demandes de bills privés doivent être annoncées par un avis sur la signature et l'adresse des pétitionnaires ou de leurs solliciteurs, indiquant d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, et publié comme suit :

Dans la *Gazette du Canada* et dans un journal du comté, district, comtés-unis ou territoire intéressés dans la mesure projetée ; ou s'il n'y paraît pas de journal, alors la publication doit se faire dans un journal du comté, district ou territoire le plus voisin où il s'en publie.

Dans les provinces de Québec et de Manitoba, l'avis doit se donner de la même manière en langue anglaise et en langue française.

La publication de ces avis durera, dans chaque cas, la période de deux mois au moins pendant l'intervalle de temps qui s'écoulera entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

Des exemplaires marqués de tous les numéros des journaux reproduisant la première et la dernière insertions de l'avis, devront être transmis au greffier de chaque Chambre, et porter à l'endos "Demandes de bills privés."

Dans le cas d'une demande pour la construction d'un pont de péage, l'avis devra mentionner les taux de péage proposés, la nature de la construction, la hauteur des arches, l'espace entre les culées ou piles, etc.

On devra déposer au bureau du greffier de la Chambre où le bill prendra naissance, huit jours au moins avant l'ouverture du Parlement, une copie du bill avec une somme suffisante pour en payer la traduction et l'impression. Une somme additionnelle de deux cents piastres, plus le coût de l'impression de l'acte dans les Statuts, sera immédiatement exigée après la deuxième lecture du bill.

Les pétitions en obtention de bills privés doivent se présenter au Sénat et à la Chambre des Communes dans les trois premières semaines de la session.

Les bills privés doivent se présenter au Sénat ou à la Chambre des Communes dans les quatre premières semaines de la session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

445 JNO. G. BOURINOT,  
Greffier de la Chambre des Communes.

## RÈGLE SPECIALE DU SENAT.

49. (c) Chaque fois qu'un bill doit opérer dans plus d'une province, territoire ou district, l'avis sera publié dans la *Gazette du Canada* et dans un journal bien établi publié dans chaque province, territoire ou district où le bill doit opérer.

## ORDRE PERMANENT.

Lorsqu'un bill, confirmant un bail, une convention ou toute autre espèce de contrat, sera reçu ou présenté au Sénat, ce bail, cette convention ou cette autre espèce de contrat sera exposé dans un appendice ou autrement.

443 EDOUARD J. LANGEVIN,  
Greffier du Sénat.

EXTRAITS DES REGLEMENTS SPECIAUX  
DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

Les bills privés doivent être rédigés de manière à y incorporer, par référence, les clauses des actes généraux relatives aux détails que doivent régler les bills.

Les bills privés tendant à la modification ou à l'adoption d'actes dont l'objet est de constituer des compagnies de chemins de fer en corporation, doi-

## PARLIAMENT OF CANADA.

EXTRACTS FROM RULES OF THE SENATE  
AND HOUSE OF COMMONS, RELATING  
TO PRIVATE BILLS.

All applications for Private Bills require a notice over the signature and address of the applicants or of their solicitors, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, published by advertisement as follows, viz :

In the *Canada Gazette* and in one newspaper published in the county, district, union of counties or territory affected by the proposed measure ; or if there be no newspaper published therein, then in a newspaper in the next nearest county, district or territory in which a newspaper is published.

In the provinces of Quebec and Manitoba, the notice must be published in the like manner in the english and french languages.

All notices shall be continued for a period of at least two months during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

Marked copies of all the newspapers, endorsed "Application for Private Bills," containing the first and last insertions of such notice, shall be sent to the clerk of each House.

In the case of an application for the erection of a toll bridge, the notice shall also state the proposed rates of toll, the nature of the structure, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, &c.

A copy of the Bill shall be deposited with the clerk of the House in which the bill is to originate, at least eight days before the meeting of Parliament, with a sum sufficient to pay for translating and printing the same. And a further sum of two hundred dollars and the cost of printing the act with the statutes will be levied immediately after the second reading of the bill.

Petitions for Private Bills must be presented to the Senate and House of Commons within the first three weeks of the session.

Private Bills are to be presented to the Senate or House of Commons within the first four weeks of the session.

EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate.

446 JNO. G. BOURINOT,  
Clerk of the House of Commons.

## SPECIAL RULE OF THE SENATE.

49. (c) When a Bill is to operate in more than one province, territory or district, the notice shall be published in the *Canada Gazette* and in a leading newspaper in each province, territory or district in which the Bill is to operate.

## STANDING ORDER.

When any Bill, confirming a deed, lease, agreement or other instrument, is brought up or presented to this Senate, such deed, lease, agreement or other instrument shall be set forth in the Bill by way of Schedule or otherwise.

444 EDOUARD J. LANGEVIN,  
Clerk of the Senate

EXTRACTS FROM SPECIAL RULES OF THE  
HOUSE OF COMMONS.

Private bills shall be so framed as to incorporate, by reference, the clauses of the general acts relating to the details to be provided for by such bills.

Private bills in amendment of acts, or for acts incorporating railway companies, shall be drawn in accordance with the model bill adopted by the

vent être rédigés selon la formule du bill-type adopté par la Chambre, dont on peut se procurer des exemplaires en s'adressant au greffier.

Les dispositions différant du bill-type seront insérées entre crochets, et après avoir été revisées par les fonctionnaires compétents, elles seront imprimées de cette manière.

Les articles d'actes existants que l'on voudra modifier, seront réimprimés intégralement, en y intercalant les modifications entre crochets.

Les bills privés qui n'auront pas été rédigés conformément à ces règles, seront retournés à leurs promoteurs pour être remodelés avant d'être revisés et imprimés.

Les dispositions exceptionnelles devront être clairement spécifiées dans l'avis de la demande de législation.

On devra déposer au comité des chemins de fer, une semaine au moins avant la prise en considération du bill, une carte ou plan certifié indiquant le tracé de toute ligne projetée de chemin de fer, ainsi que les lignes existantes ou les travaux autorisés de même nature, dans le district, ou affectant de quelque manière le district que l'entreprise projetée a pour objet de desservir, avec une déclaration faisant connaître le capital que l'on a l'intention de former pour l'exécution de cette entreprise et les moyens de se le procurer.

#### ORDRE SPECIAL DE LA CHAMBRE DES COMMUNES.

*Resolved*.—Que le greffier de la Chambre adresse une copie de la règle 49 modifiée, aux personnes qui signifient dans la *Gazette du Canada* leur intention de s'adresser au Parlement pour l'obtention d'un bill privé, ainsi qu'un avis portant que la dite règle sera strictement appliquée à l'avenir :

49. Les pétitions en obtention de bills privés ne seront reçues par la Chambre que pendant les trois premières semaines de la session, et les bills privés ne pourront être présentés à la Chambre que pendant les quatre premières semaines de la session ; et tout comité auquel aura été envoyé un bill privé devra le prendre en considération et en faire rapport à la Chambre avec toute la diligence convenable.

2. Que tous les comités de bills privés aient instruction, dans les cas où les promoteurs ne seraient point prêts à procéder avec leurs mesures après qu'elles auront été appelées deux fois à deux différents jours pour être prises en considération par le comité qui en sera saisi, de rapporter aussitôt ces mesures à la Chambre avec l'exposé des faits et avec la recommandation que les bills soient retirés.

JOHN GEORGE BOURINOT,

447 Greffier des Communes.

#### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

##### *Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton,

House, copies of which may be obtain from the clerk.

Provisions varying the model bill shall be inserted between brackets, and when revised by the proper officers, shall be so printed.

Sections of existing acts proposed to be amended shall be reprinted in full with the amendments inserted in their proper places and between brackets.

Private Bills which are not drawn in accordance with these rules, shall be returned to the promoters to be recast before being revised and printed.

Exceptional provisions shall be clearly specified in the notice of application.

A certified map or plan showing the location of any proposed line of railway, also the lines existing or authorized work of a similar character within, or in any way affecting, the district which the proposed work is intended to serve, and an exhibit showing the amount of capital proposed to be raised for the undertaking, and the manner in which it is proposed to raise the same, shall be filed with the railway committee at least one week before the consideration of the bill.

#### SPECIAL ORDER OF THE HOUSE OF COMMONS.

*Resolved*.—That the clerk of the House do have a copy of the new rule 49, sent to those persons giving notice in the *Canada Gazette* of their intention to apply to Parliament for the passing of a Private Bill, together with a notification that the said rule will be strictly adhered to for the future :

49. Petitions for Private Bills shall only be received by the House within the first three weeks of the session, and Private Bills may only be presented to the House within the first four weeks of the session ; and it shall be the duty of any committee to which any Private Bill may be referred to consider and report the same to the House with all convenient speed.

2. That it be an instruction to all committees on Private Bills, in the event of promoters not being ready to proceed with their measures when the same have been twice called on two separate occasions for consideration by the committee, that such measures shall be reported back to the House forthwith together with a statement of the facts and with the recommendation that such bill be withdrawn.

JOHN GEORGE BOURINOT,

448 Clerk of the Commons.

#### EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

##### *Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works ; the granting of a right of ferry ; the construction of works for supplying gas or water ; the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company ; the incorporation of a city, town, village, or other municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township ; the removal of the site of any county town, or of local offices ; the regulation of any common ; the resurvey, of any township, line or concession, or otherwise for granting to any

ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français ou en anglais, et dans un journal publié en anglais ou dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 100 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas

individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

1.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

803

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

## ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécifié sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

804

LOUIS FRECHETTE,

G. C. L.

## LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills.*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of

déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer au même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 560 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront renvoyés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

“ Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production. ”

“ Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets. ”

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) “ Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente. ”

L. G. DESJARDINS  
Greffier de l'Assemblée Législative.

the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 560 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill has not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets :

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) “ Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist ; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter ; and the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee. ”

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly

## Avis Divers

## DISTRICT ÉLECTORAL DE LEVIS.

Dépenses d'élection de l'honorable Charles Lange-  
lier, candidat. (Election partielle du 19 décembre  
1898.)

Voitures et cochers.....	\$40 00
Loyer d'une salle.....	12 00
	<u>\$52 00</u>

Les états sont ouverts et soumis à l'inspection,  
sur paiement de vingt centins.

L. N. CARRIER,  
Officier-rapporteur.

Levis, 18 février 1899. 817

## DISTRICT ELECTORAL DE LEVIS.

Dépenses d'élection de Emile Gelly, écuyer, avo-  
cat, candidat. (Election partielle du 19 décembre  
1898.)

Voitures et cochers.....	\$ 61 50
Loyer de salles.....	60 60
Pension et barrières.....	14 70
	<u>\$136 80</u>

Les états sont ouverts à l'inspection, sur paie-  
ment de vingt centins.

L. N. CARRIER,  
Officier rapporteur.

Levis, 18 février 1899. 819

Avis est par le présent donné que, sous un mois  
après la dernière publication de cet avis, dans la  
*Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à  
Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil  
pour obtenir des lettres patentes, constituant les  
requérants et telles autres personnes qui pourront  
devenir actionnaires, en corps politique et incorporé,  
sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera  
"The Canadian Camera Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est  
demandée, sont :

(a) De manufacturer toute espèce de cameras  
photographiques, plaques sèches, papier de photo-  
graphiques sensibilisé, et tous les accessoires photo-  
graphiques.

(b) D'acheter et vendre toutes les fournitures  
photographiques de toute sorte et nature quelconque.

(c) D'acquérir les immeubles qui peuvent être  
requis pour faire les susdites affaires.

3° La principale place d'affaires et le principal  
bureau de la compagnie seront dans la cité de  
Montréal.

4° Le fonds social de la dite compagnie sera de  
\$10,000, divisé en mille actions de \$10.00 chacune.

5° Les noms au long, résidences et professions  
des requérants sont : Albert Paul Gill, manufactu-  
rier ; John Hordon Helps, ingénieur ; Harold Gray,  
marchand ; James Edward Shoemaker, teneur de  
livres, et William Morrison, commis.

6° Les cinq susdites personnes seront les premiers  
directeurs ou directeurs provisoires de la dite compa-  
gnie, dont la majorité sont sujets de Sa Majesté.

HUTCHINSON & OUGHTRED,

Procureurs des requérants.

Montréal, 27 février 1899. 815

Canada, }  
Province de Québec. }

Avis est par les présentes donné que les person-  
nes ci-après nommées et désignées ont l'intention de  
s'adresser au lieutenant-gouverneur en conseil pour  
obtenir des lettres-patentes, sous le grand sceau de  
la province, les constituant, elles, et toutes autres  
personnes qui s'ajouteraient à elles, en corporation

## Miscellaneous Notices

## ELECTORAL DISTRICT OF LEVIS.

Election expenses of the Honorable Charles Lange-  
lier, candidate. (By-election of the 19th of Decem-  
ber, 1898.)

Vehicles and drivers.....	\$40 00
Rent of a hall.....	12 00
	<u>\$52 00</u>

The statements are open for inspection on pay-  
ment of twenty cents.

L. N. CARRIER,  
Returning officer.

Levis, 18th February, 1899. 818

## ELECTORAL DISTRICT OF LEVIS.

Election expenses of Emile Gelly, esquire, avo-  
cate, candidate. (By-election of the 19th of Decem-  
ber, 1898.)

Vehicles and drivers.....	\$ 61 50
Rent of rooms.....	60 60
Board and tolls.....	14 70
	<u>\$136 80</u>

The statements are open for inspection on pay-  
ment of twenty cents.

L. N. CARRIER,  
Returning officer.

Levis, 18th February, 1899. 820

Notice is hereby given that, within one month  
after the last publication of this notice, in the *Quebec  
Official Gazette*, application will be made to His  
Honor the lieutenant governor in council for letters  
patent, constituting the applicants and such other  
persons as may become shareholders, a body cor-  
porate and politic, under the name and for the pur-  
poses hereinafter set forth :

1. The proposed corporate name of the company  
is "The Canadian Camera Company."

2. The purposes for which incorporation is sought,  
are :

(a) To manufacture all kinds of photographic  
cameras dry plates, sensitized photographic paper,  
and all photographic accessories.

(b) To buy and sell photographic supplies of every  
kind and nature whatsoever.

(c) To acquire such real estate as may be requisite  
for the purposes of carrying on the business afore-  
said.

3. The chief place of business and head office of  
the said company shall be in the city of Montreal.

4. The capital stock of said company will be  
\$10,000, divided into one thousand shares of \$10.00  
each.

5. The names in full, the addresses and callings  
of the applicants are : Albert Paul Gill, manufac-  
turer ; John Hordon Helps, engineer ; Harold Gray,  
merchant ; James Edward Shoemaker, book-keeper,  
and William Morrison, clerk.

6. The five above named persons are to be the  
first or provisional directors of said company, the  
majority of whom are subjects of Her Majesty.

HUTCHISON & OUGHTRED,

Attorneys for applicants.

Montreal, 27th February, 1899. 816

Canada, }  
Province of Quebec. }

Notice is hereby given that the persons herein-  
after mentioned and designated will apply to the  
Lieutenant-Governor in Council for incorporation  
by letters patent, under the great seal of the pro-  
vince, constituting them and all other persons who  
may join them, in corporation or in Joint Stock

ou compagnie à fonds social sous l'autorité de la " loi corporative des compagnies à fonds social ", (étant le titre XI, chapitre III, section II, des statuts de la province).

1° Le nom de la dite compagnie sera " La Compagnie Savoie Guay " ;

2° L'objet de la dite compagnie sera la fabrication d'appareils à gaz acétylène, moteurs thermiques et de tous autres objets en métal ou en bois, et le commerce spécial d'articles servant à l'exploitation de ces différentes industries ou en provenant ;

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera le village de Plessisville, dans le comté de Mégantic ;

4° Le fonds social sera de \$50,000.00, divisé en 500 actions de \$100.00 chacune ;

5° Les noms, prénoms, domiciles et professions de chacun des requérants sont : François T. Savoie, industriel ; Joseph Z. Triganne, médecin ; Charles Ed. Gosselin, notaire ; George Savoie, commerçant ; Joseph B. Gosselin, hôtelier, tous du village de Plessisville, George R. Smith, industriel, de Thetford Mines, et George Emile Tanguay, architecte, de la cité de Québec, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

Les requérants devant être les premiers directeurs de la dite compagnie.

**FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,**

Procureurs des requérants.

Québec, 22 février 1899.

741-2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " La compagnie des eaux et de l'électricité de Chicoutimi. "

2° Les objets pour lesquelles l'incorporation est demandée sont : d'acquiescer tous les droits, pouvoirs, privilèges, franchises et propriétés de " La compagnie municipale des eaux de Chicoutimi " et de " La compagnie électrique de Chicoutimi " et d'en assumer toutes les obligations ; continuer l'aqueduc de la dite compagnie des eaux en dehors des limites de la ville de Chicoutimi ; acquiescer et exploiter la ligne ou réseau téléphonique existant dans le comté de Chicoutimi, et en continuer la construction et l'exploitation dans le comté susdit et autres comtés de la province de Québec, et en général exercer l'industrie de l'électricité dans toutes ses branches et pour toutes les fins auxquelles elle peut s'appliquer et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la ville de Chicoutimi.

4° Le fonds social sera de cent vingt-cinq mille piastres divisé en douze cent cinquante actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Joseph D. Guay, maire de Chicoutimi ; l'abbé C. Léon Parent, prêtre, V. F. ; François-Xavier Gosselin, protonotaire ; J. E. Alfred Dubuc, directeur-gérant de la C e de Pulpe de Chicoutimi, tous quatre de la ville de Chicoutimi ; Charles Angers, avocat et M. P. de Saint-Etienne de la Malbaie, et Onésime Côté, de Bagotville, rentier.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

**CHARLES ANGERS,  
Procureur des requérants.**

Chicoutimi, 4 février 1899.

569-4

Avis public est par les présentes donné que M. Maurice Weissman, manufacturier, de la cité de Montréal ; Dame Fabiola Beaudoin, de la cité de Louiseville, comté de Maskinongé ; M. Bernard Weissman, manufacturier, de la dite cité de Montréal ; M. Hector Caron, marchand, et membre du

Companies Act (being the title X<sup>i</sup>, chapter III, section II, of the statutes of the province.)

1. The name of the said company will be " La Compagnie Savoie-Guay " ;

2. The object of the said company will be the fabrication of acetylene gas apparatus, thermic motors and all other articles in metal or in wood, and the special trade in articles used to carry on these different industries or proceeding therefrom ;

3. The chief place of business of the said company will be in the village of Plessisville, in the county of Megantic ;

4. The capital stock will be \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each ;

5. The names in full, and the addresses and callings of each of the applicants are: François T. Savoie, artisan ; Joseph Z. Triganne, physician ; Charles Ed. Gosselin, notary ; George Savoie, trader ; Joseph B. Gosselin, hotel-keeper, all of the village of Plessisville ; George R. Smith, artisan, of Thetford Mines, and George Emile Tanguay, architect, of the city of Quebec, whom are all subjects of Her Majesty.

The applicants should be the first directors of the said company.

**FITZPATRICK, PARENT,  
TASCHEREAU & ROY,**

Attorneys for applicants.

Québec, 22nd February, 1899.

732

Notice is hereby given that application will be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for charter of incorporation by letters patent under the great Seal :

1. The corporate name of the company will be " La compagnie des eaux et de l'électricité de Chicoutimi. "

2. The objects for which the incorporation is sought are : to acquire all the rights, powers, privileges, franchises and properties of " La compagnie municipale des eaux de Chicoutimi, " and of " La compagnie électrique de Chicoutimi, " and to assume all the obligations thereof ; to continue the aqueduct of the said company to carry water beyond the limits of the town of Chicoutimi ; to acquire and operate the telephone line and network already in existence in the county of Chicoutimi, and to continue constructing and operating the same in the aforesaid county and other counties of the province of Quebec, and generally to carry on the industry of electricity in all its branches and for all the purposes to which it may be applied and to do all things connected with the objects of the company.

3. The company's chief place of business will be in the town of Chicoutimi.

4. The capital stock will be one hundred and twenty-five thousand dollars divided into twelve hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Joseph D. Guay, mayor of Chicoutimi ; abbé C. Leon Parent, priest, V. F. ; François-Xavier Gosselin, protonotaire ; J. E. Alfred Dubuc, managing director of the Chicoutimi Pulp Company, all four of the town of Chicoutimi ; Charles Angers, advocate and M. P., of Saint Etienne de la Malbaie, and Onésime Côté, of Bagotville, burgess.

6. The petitioners, who are all British subjects and reside in Canada, will be the first directors of the company.

**CHARLES ANGERS,  
Attorney for petitioners.**

Chicoutimi, 4th February, 1899.

570

Public notice is hereby given that Mr. Maurice Weissman, manufacturer, of the city of Montreal ; Dame Fabiola Beaudoin, of the city of Louiseville, county of Maskinongé ; Mr. Bernard Weissman, manufacturer, of the said city of Montreal ; Mr. Hector Caron, merchant, and member of the Pro-

parlement provincial, de la paroisse de Saint-Léon, comté de Maskinongé ; et M. Eugène Spitz, manufacturier, de la dite cité de Montréal, s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour l'émission de lettres patentes, les constituant en corporation comme compagnie à fonds social, sous le nom de "The Louiseville Shirt Manufacturing Company," pour la manufacture et confection de cravates, chemises, blouses, bretelles, hardes faites, lingerie pour femmes, et toutes autres spécialités en lingerie.

Le siège des affaires et bureau principal de la dite compagnie devant être en la dite cité de Louiseville.

Le fonds social de la susdite compagnie sera de vingt-cinq mille piastres, divisé en deux cent cinquante action de cent piastres chacune.

Les dits Maurice Weissman, Fabiola Beaudoin, Bernard Weissman, Hector Caron et Eugène Spitz devront être les premiers directeurs et former le bureau de direction de la dite compagnie, tous sujets de Sa Majesté.

JOS. RAOUL COTÉ,

Procureur  
733-2

Louisville, 21 février 1899.

Avis public est donné par les présentes que Joseph-Adolphe Chauret, notaire et membre du parlement provincial, de la paroisse de Sainte-Geneviève ; Alphonse-Clovis Décary, notaire et registraire ; Amédée Chauret, notaire et registraire ; Jules-Aimé Mancotel, député registraire, ces trois derniers de la cité de Montréal, et Conrad Vallée, manufacturier, de la ville de Sainte-Anne de Bellevue, s'adressent à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, dans le mois qui suivra la quatrième publication du présent avis, pour demander l'incorporation par lettres patentes de la compagnie appelée "Compagnie de Gallinoculture de Jacques-Cartier," (limitée.)

L'objet de la compagnie est l'affermage ou acquisition de terrains spacieux et l'érection et construction de bâtisses et appareils voulus pour l'élevage et culture en grand, l'importation, l'exportation et la vente des gallinacés et de leurs produits sur les marchés locaux et étrangers.

Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la dite ville de Sainte-Anne de Bellevue.

Le capital de la compagnie sera de dix mille piastres, divisée en deux cents actions de cinquante piastres chaque.

Et les dits Joseph-Adolphe Chauret, Alphonse-Clovis Décary et Conrad Vallée, seront les trois premiers directeurs de la compagnie.

J. A. CHAURET,  
Procureur des requérants.

Montréal, 13 février 1899.

695-3

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle*, les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie, devant être incorporée par lettres patentes en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom de la compagnie sera "La Compagnie Commerciale d'Hébertville".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Tenir un commerce de gros et de détail d'épicerie, fleurs, grains, marchandises sèches, ferronneries, instruments d'agriculture et tous articles de commerce en général.

(b) Acquérir par achat ou autrement toute propriété, meuble ou immeuble de toute personne ou compagnie autorisée à posséder.

3° La place principale d'affaires de la dite compagnie sera dans la paroisse d'Hébertville, dans le comté

vincial Parliament, of the parish of St. Léon, county of Maskinongé ; and Mr. Eugene Spitz, manufacturer, of the said city of Montreal, will apply to His Honor the lieutenant governor in council, for letters patent, constituting them in corporation in virtue of the joint stock companies incorporation act, under the name of "The Louiseville Shirt Manufacturing Company," to manufacture and make neck-ties, shirts, coats, braces, ready-made clothing, womens' linen apparel, and all other specialties in linen ware.

The place of business and chief office of the said company would be in the said city of Louiseville.

The capital stock of the aforesaid company will be twenty-five thousand dollars, divided in two hundred and fifty shares of one hundred dollars each.

The said Maurice Weissman, Fabiola Beaudoin, Bernard Weissman, Hector Caron and Eugene Spitz, to be the first directors and form the board of management of the said company, and are all subjects of Her Majesty.

JOS. RAOUL COTÉ,

Attorney.  
734

Louisville, 21st February, 1899.

Public notice is hereby given that Joseph Adolphe Chauret, notary and member of the provincial parliament, of the parish of Sainte Geneviève ; Alphonse Clovis Décary, notary and registrar ; Amédée Chauret, notary and registrar ; Jules Aimé Mancotel, deputy registrar, the three latter of the city of Montreal, and Conrad Vallée, manufacturer, of the town of Sainte Anne de Bellevue, will apply to His Honor the lieutenant-governor of the province of Quebec, within the month following the fourth publication of the present notice, to ask for the incorporation by letters patent of the company called "Compagnie de Gallinoculture de Jacques Cartier," (limited.)

The object of the company is to lease or acquire spacious grounds and the erection and construction of buildings and apparatus need for the extensive raising, the importation, exportation and sale of fowl and of their products on the local and foreign markets.

The company's principal business place will be in the said town of Sainte Anne de Bellevue.

The capital stock of the company will be ten thousand dollars, divided into two hundred shares of fifty dollars each.

And the said Joseph Adolphe Chauret, Alphonse Clovis Décary and Conrad Vallée will be the three first directors of the company.

J. A. CHAURET,

Attorney for petitioners.  
696

Montreal, 13th February, 1899.

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, the parties hereinafter named will apply to His Honor the lieutenant-governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, constituting them and such other persons as may become shareholders in the proposed company, a body corporate and politic, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The name of the company will be "La Compagnie Commerciale d'Hébertville."

2. The purposes for which its incorporation is sought, are :

(a) To carry on a wholesale and retail trade in groceries, flour, grain, dry goods, hardware, farming implements, and all articles of trade generally.

(b) To acquire by purchase or otherwise any property, real or personal, from any person or company authorized to hold it.

3. The principal place of business of the said company will be in the parish of Hébertville, in

du Lac Saint-Jean, à ou près de la station du chemin de fer.

4° Le montant du fonds social de la compagnie sera de trois mille piastres (\$3,000), divisé en trois cents parts de dix piastres chacune.

5° Les noms au long, résidences ou professions des réquerants sont comme suit : Louis Napoléon Asselin, cultivateur, d'Hebertville ; Arthur Deschesne, commis, de la même paroisse ; Pitre Laberge, tanneur, de Saint-Bruno ; Wilfrid Simard, cultivateur, de Saint-Félicien, and Wenceslas Fortier, cultivateur, d'Hebertville, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

PIERRE D'AUTEUIL,

Avocat des requérants.

Québec, 23 février 1899. 791-2

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe } *Cour Supérieure.*  
No. 40.

Dame Marie-Louise Desmarais, des cité et district de Saint-Hyacinthe, épouse de Adjudor Noreau, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Adjudor Noreau, Défendeur.

La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

FONTAINE & FONTAINE,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 1er mars 1899. 849

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No. 35.

Dame Hélène Délage, de la paroisse de Saint-Dominique, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Napoléon Touchette, ci-devant commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté un action en séparation de biens contre son mari.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 27 février 1899. 833

Province de Québec, }  
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*  
No. 4228.

Dame Joséphine Gill, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Edmond Desmarais, navigateur, de la paroisse de Saint-François du Lac, dans le district de Richelieu.

JULES ALLARD,

Proc. de la demanderesse.

( Sorel, 1er février 1899. 543-4

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1972.

Dame Virginie Guertin, épouse commune en biens de Joseph Préfontaine, cultivateur, tous deux de la paroisse de Belœil, dit district, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

LUSSIER & ARCHAMBAULT,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 21 janvier 1899. 637-3

Province de Québec, }  
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
No. 26

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par Louise A. Martel, épouse de Henri Brillère, cultivateur de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dit district, contre le dit Henri Brillère.

H. E. ROULIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 17 février 1899, 739-2

the county of Lake Saint John, at on near the railway station.

4. The amount of the capital stock of the company will be three thousand dollars (\$3,000), divided into three hundred shares of ten dollars each.

5. The names in full, residences and callings of the petitioners are as follows : Louis Napoleon Asselin, farmer, of Hebertville ; Arthur Dechesne, clerk, of the same parish ; Pitre Laberge, tanner, of Saint Bruno ; Wilfrid Simard, farmer, of Saint Felicien, and Wenceslas Fortier, farmer, of Hebertville, who will be the first or provisional directors of the said company.

PIERRE D'AUTEUIL,

Attorney for Petitioners.

Quebec, 23rd February, 1899. 792

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 40.

Dame Marie Louise Desmarais, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Adjudor Noreau, duly authorized to ester en justice.

Plaintiff ;

vs.

Said Adjudor Noreau, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action in separation as to property against the defendant.

FONTAINE & FONTAINE,

Plaintiff's attorneys.

Saint Hyacinth, 1st March, 1899. 850

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 35.

Dame Hélène Délage, of the parish of Saint Dominique, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Napoléon Touchette, heretofore trader, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

LUSSIER, GENDRON & GAGNON,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 27th February, 1899. 834

Province of Quebec, }  
District of Richelieu. } *Superior Court.*  
No. 4228.

Dame Joséphine Gill, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Edmond Desmarais, of the parish of Saint François du Lac, in the district of Richelieu, navigator.

JULES ALLARD,

Attorney for plaintiff.

Sorel, 1st February, 1899. 544

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1972.

Dame Virginie Guertin, wife common as to property of Joseph Préfontaine, farmer, both of the parish of Belœil, said district, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

LUSSIER & ARCHAMBAULT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 21st January, 1899. 638

Province of Quebec, }  
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*  
No. 26.

An action en séparation de biens has been taken, this day, by Louise A. Martel, wife of Henri Brillère, farmer, of the parish of Sainte-Marie de Monnoir, said district, against the said Henri Brillère.

H. E. POULIN,

Attorney for plaintiff.

Saint Hyacinth, 17th February, 1899. 740

Canada, }  
Province of Québec, }  
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
No. 68.

Dame Rosalie Ashby, de la paroisse de Sainte-Brigide, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Francis McCall, du même lieu, cultivateur, et dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux, et en donne par les présentes avis.

CAMPBELL & DESCHAMPS,  
Procureurs de la demanderesse.  
Saint-Jean, 2 février 1899. 665-3

District de Montréal. }  
No 1112. } *Cour Supérieure.*

Dame Georgiana Mercier, épouse commune en biens de Charles Barromée alias Wilbrod Monette, charretier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Charles Barromée alias Wilbrod Monette, charretier, du même lieu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

RENAUD & BOISSONNEAULT,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 2 février 1899. 619-4

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Cour Supérieure*  
No. 1077.

Dame Catherine O'Brien, de la ville de Saint-Henri, district de Montréal, épouse de Théodore Jacotel plombier, du même lieu. Demanderesse ;

vs.  
Le dit Théodore Jacotel, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

H. A. CHOLETTE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 27 janvier 1899. 473-5

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*  
No 1061.

Dame Eudoxie Daignault, couturière, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Joseph Galarneau, plombier, du même lieu, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Joseph Galarneau, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée aujourd'hui en cette cause.

M. E. CHARPENTIER,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 25 janvier 1899. 435-5

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Cour Supérieure.*  
No 599.

Dame Angéline Adam, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, épouse commune en biens de Noé Cloutier, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
Le dit Noé Cloutier, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée aujourd'hui en cette cause.

GEOFFRION, MONET & CUSSON,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 31 janvier 1899. 477-5

No. 579,  
Dame Elise Mason, des cité et district de Montréal, judiciairement autorisée à cet effet, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari Désiré Arthur Joseph Groll, charcutier, du même lieu.

JOSEPH HEBERT,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 26 janvier 1899. 441-5

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Iberville. }  
No. 68.

Dame Rosalie Ashby, of the parish of Sainte-Brigide, in the district of Iberville, wife common as to property of Francis McCall, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board against her said husband, and notice thereof is hereby given.

CAMPBELL & DESCHAMPS,  
Attorneys for plaintiff.  
Saint Jean, 2nd February, 1899. 666

District of Montreal. }  
No. 1112. } *Superior Court.*

Dame Georgiana Mercier, wife common as to property of Charles Barromée alias Wilbrod Monette, carter, of the city and district of Montreal, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.  
Charles Barromée alias Wilbrod Monette, carter, of the same place, Defendant.  
An action in separation of property has been instituted this day.

RENAUD & BOISSONNEAULT,  
Attorneys for the Plaintiff.  
Montreal, 2nd February, 1899. 620

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1077.

Dame Catherine O'Brien, of the town of Saint Henry, district of Montreal, wife of Theodore Jacotel, plumber, of the same place, Plaintiff ;

vs.  
Said Theodore Jacotel, Defendant.  
An action for separation as to property has been taken this day.

H. A. CHOLETTE,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 27th January, 1899. 474

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1061.

Dame Eudoxie Daignault, seamstress, of the city of Montreal, said district, wife common in property (commune en biens) of Joseph Galarneau, plumber, of the same place, Plaintiff ;

vs.  
The said Joseph Galarneau, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted to day.

M. E. CHARPENTIER,  
Atty. for Plaintiff.  
Montreal, 25th January, 1899. 436

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 599.

Dame Angéline Adam, of the town of Saint Louis, district of Montreal, wife common as to property of Noé Cloutier, of the same place, hotel-keeper, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
The said Noé Cloutier, Defendant.  
An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

GEOFFRION, MONET & CUSSON,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 31st January, 1899. 478

No. 579.  
Dme Elise Mason, of the city and district of Montreal, judicially authorized, has, this day, taken an action in separation as to property from her husband Désiré Arthur Joseph Groll, pork butcher, (charcutier), of the same place.

JOSEPH HEBERT,  
Attorney for Plaintiff.  
Montreal, 26th January, 1899. 442

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 2093.

Dame Adéline Grisé, épouse commune en biens de McLéa Demers, cultivateur, de la paroisse de Saint-Basile le Grand, dit district, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Philius Grisé, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bruno, dit district, en sa qualité de curateur *ad hoc* au dit McLéa Demers, Défendeur *ès qualité*.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

JODOIN & JODOIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 14 février 1899. 777-2

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 No 30.

Dame Exilda Tétréault, domiciliée en la ville de Magog, dans le district de Saint-François, épouse de Jean-Baptiste Forand, cultivateur et commerçant, domicilié en la dite ville de Magog, dûment autorisée à ester en justice, pour les fins des présentes, par autorité de justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Jean-Baptiste Forand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

L. C. BELANGER,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 8 février 1899. 587-4

*Cour Supérieure—Quebec.*  
 No 586.

Dame Marie Malvina Bélanger, de Québec, épouse de Charles Timoléon *alias* Léon Rondeau, du même lieu, épicière, Demanderesse ;

vs.

Le dit Charles Timoléon *alias* Léon Rondeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, le 30 janvier courant, contre le défendeur en cette cause,

FITZPATRICK, PARENT,  
 TASCHEREAU & ROY,  
 Procs. de la demanderesse.  
 Québec, 31 janvier 1899. 465-5

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 No 303.

Dame Annie Trudel, du village de Grand'Mère, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Joseph François Trottier, commerçant du même lieu.

A. E. GERVAIS,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Trois-Rivières, 16 février 1899. 707-3

## ERRATUM.

Page 2334, de la *Gazette Officielle de Québec* du 10 décembre 1898, nomination de juges de paix, pour le district d'Iberville, au lieu de Joseph Goineault et Joseph Ulderic Benoit, lisez : Eusebe Goineau et Joseph Alderic Benoit. 801

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2093.

Dame Adeline Grisé, wife common as to property of McLéa Demers, farmer, of the parish of Saint Basile le Grand, said district, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.

Philius Grisé, farmer, of the parish of Saint Bruno, said district, in his quality of curator *ad hoc* to the said McLéa Demers, Defendant *ès qualité*.

An action for separation as to property has been, this day, instituted in this cause.

JODOIN & JODOIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 14th February, 1899. 778

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court*  
 District of Saint Francis. }  
 No. 30.

Dame Exilda Tétréault, of the town of Magog, in the district of Saint-François, wife of Jean Baptiste Forand, of the said town of Magog, farmer and trader, duly authorized to ester en justice for the ends thereof judicially, Plaintiff

vs.

The said Jean Baptiste Forand, Defendant.

An action for separation of property has been instituted, this day, by plaintiff against defendant.

L. C. BELANGER,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sherbrooke, 8th February, 1899. 588

*Superior Court—Quebec.*  
 No. 586.

Dame Marie Malvina Bélanger, of Quebec, wife of Charles Timoléon *alias* Léon Rondeau, of the same place, grocer, Plaintiff ;

vs.

The said Charles Timoléon *alias* Léon Rondeau, Defendants.

An action for separation of property has been instituted against the defendant in this cause, on the 30th instant.

FITZPATRICK, PARENT,  
 TASCHEREAU & ROY,  
 Attorneys for Plaintiff.  
 Quebec, 31st January, 1899. 466

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 No. 303.

Dame Annie Trudel, of the village of Grand' Mère, has, this day, instituted on action for separation as to property against her husband, Joseph François Trottier, trader, of the same place.

A. E. GERVAIS,  
 Attorney for plaintiff.  
 Three Rivers, 16th February, 1899. 708

## ERRATUM.

Page 2334, of the *Quebec Official Gazette* of the 10th of December, 1898, appointment of justices of the peace for the district of Iberville, instead of Joseph Goineault and Joseph Ulderic Benoit, read : Eusebe Goineau and Joseph Alderic Benoit. 802

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
 District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*  
 Laurent Lavigne, marchand, de la paroisse de Saint-  
 Pierre les Becquets, Débitteur-cédant.  
 Laurent Lavigne, le débiteur cédant, a fait cession  
 de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au  
 greffe de la cour supérieure, en la cité des Trois-  
 Rivières, le 23 février courant.

HENRI LAVIGNE,  
 Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 24 février 1899. 797

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de J. A. Baril & Frère,

Insolvables.

Avis public est par les présentes que les insolvables, savoir : Joseph Albert Baril et Alfred Baril, tous deux du village d'Arthabaskaville, manufacturiers, et y faisant affaires en société sous les nom et raison de J. A. Baril & Frère, ont, ce jour, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour la province de Québec, dans le district d'Arthabaska.

LOUIS LAVERGNE,  
 Gardien provisoire.

Arthabaskaville, 27 février 1899. 825

Province de Québec, }  
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*  
 En re Prosper Lemoine, boulanger, de Saint-Charles,  
 Failli ;

et

Napoléon Archambault, Curateur.  
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au treizième jour de mars 1899, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

NAPOLÉON ARCHAMBAULT,  
 Curateur.

Saint-Charles, 23 février 1899. 799

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 In re Joseph Jacob, Saint-Henri, Insolvable.  
 Avis vous est donné que le 1er jour de mars 1899, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,  
 97, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 4 mars 1899. 835

Province de Québec, }  
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*  
 No 133.  
 In re Allister F. Mitchell,

Requérant ;

et  
 Henry Swain et Walter Benjamin Swain, manufacturiers de tabac, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, et y faisant affaires sous le nom de Henry Swain & Son,  
 Insolvable.

Avis est par le présent donné que les dits insolvable ont, ce jour, dûment fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

PARADIS & PARADIS,  
 Avocats du gardien provisoire.

Saint-Jean, 25 février 1899. 851

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 Laurent Lavigne, merchant, of the parish of Saint-  
 Pierre les Becquets, Insolvent debtor ;  
 Laurent Lavigne, the insolvent debtor, has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court, in the city of Three Rivers, on the 23rd of February instant.

HENRI LAVIGNE,  
 Provisional guardian.

Three Rivers, 24th February, 1899. 798

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 In the matter of J. A. Baril & Frère,

Insolvents.

Public notice is hereby given that the above insolvents, to wit : Joseph Albert Baril and Alfred Baril, both of said village of Arthabaskaville, manufacturers, there doing business in partnership under the name of J. A. Baril & Frère, have, to day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, in the office of the protonotary of the superior court, in the district of Arthabaska.

LOUIS LAVERGNE,  
 Provisional Guardian.

Arthabaskaville, 27th February, 1899. 826

Province of Quebec, }  
 District of Saint-Hyacinthe. } *Superior Court.*  
 In re Prosper Lemoine, baker, of Saint-Charles,  
 Insolvent ;

and

Napoléon Archambault, Curateur.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the thirteenth day of March, 1899, after which date the dividends will be payable at my office.

NAPOLÉON ARCHAMBAULT,  
 Curator.

Saint Charles, 23rd February, 1899. 800

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In re Joseph Jacob, Saint Henri, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 1st day of March, 1899, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,  
 A. TURCOTTE,  
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,  
 97, Saint James street.  
 Montreal, 4th March, 1899. 836

Province of Quebec, }  
 District of Iberville. } *Superior Court.*  
 No. 133.  
 In re Allister F. Mitchell,

Petitioner ;

and

Henry Swain and Walter Benjamin Swain, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, tobacconists, there doing business under the name of Henry Swain & Son,  
 Insolvents.

Notice is hereby given that the insolvents have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of this court.

PARADIS & PARADIS,  
 Attorneys for the provisional guardian.  
 Saint Johns, 25th February, 1899. 852

Province de Québec, }  
 District de Saint Hyacinthe, } *Cour Supérieure.*  
*In re* A. Noreau, meublier, de Saint Hyacinthe, Failli.

Je, soussigné, donne avis que j'ai été nommé curateur aux biens du failli ci-dessus.

Les créanciers devront produire leurs réclamations sous trente jours de cette date, au bureau du soussigné.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curateur.  
 Saint Hyacinthe, 27 février 1899. 827

Province de Québec, }  
 District de Kamouraska, } *Cour Supérieure.*  
 No 173.

Dans l'affaire de Pierre Roy dit Desjardins, de Saint Eloi, commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de collocation a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au vingt mars prochain, après laquelle date les collocations seront payables à mon bureau.

P. LANGLAIS,  
 Curateur.  
 Fraserville, 28 février 1899. 843

Province de Québec, }  
 District de Gaspé, } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Francis Henley, de Sainte-Anne des Monts, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire.

Ce dividende sera payable à notre bureau, No. 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 21 mars 1899.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Curateurs conjoints.  
 Québec, 2 mars 1899. 857

Province de Québec, }  
 District de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 Charles A. Parent, et Requérent cession ;

Paul V. Parent, Débiteur.  
 Avis est par le présent donné que Paul V. Parent, de Québec, ferblantier, le 1er jour de mars 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,  
 Gardien provisoire.  
 Bureau de Lefavre & Taschereau. 859

## Vente de Faillite

### VENTE PAR LE CURATEUR.

Canada, }  
 Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*  
 District d'Ottawa, }

Dans l'affaire de J. D. Thomson, de la ville de Buckingham, commerçant, Failli.

Avis est par le présent donné que les terres et tenements sous-mentionnées, appartenant à la succession du susdit failli, seront vendues, par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gregoire de Nazianze, dans la ville de Buckingham, à TROIS heures de l'après-midi, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain, par le curateur soussigné des dits biens, conformément à l'ordre donné le 13e jour de février 1899, savoir : en trois lots comme suit :

Lot No 1.—Partie du lot No 460—avec magasin en construction ci-dessus érigé sur le côté ouest de la rue Main, Buckingham.

Province of Quebec, }  
 District of Sainte Hyacinth. } *Superior Court.*  
*In re* A. Noreau, cabinet maker, of Sainte Hyacinth, Insolvent.

I, the undersigned, give notice that I have been appointed curator to the estate of the said insolvent. Creditors must file their claims within thirty days from this date, in the office of the undersigned.

F. X. A. BOISSEAU,  
 Curator.  
 Saint Hyacinth, 27th February, 1899. 828

Province of Quebec, }  
 District of Kamouraska, } *Superior Court.*  
 No. 173.

In the matter of Pierre Roy dit Desjardins, of Saint Eloi, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection up to the twentieth March next, after which the dividends will be payable in my office.

P. LANGLAIS,  
 Curator.  
 Fraserville, 28th February, 1899. 844

Province of Quebec, }  
 District of Gaspé, } *Superior Court.*

In the matter of Francis Henley, of Sainte Anne des Monts, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter.

This dividend will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 1st of March, 1899.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Joint curators.  
 Quebec, 2nd March, 1899. 858

Province of Quebec, }  
 District of Québec, } *Superior Court.*  
 Charles A. Parent, et Petitioner for assignment ;

Paul V. Parent, Debtor.  
 Notice is hereby given that Paul V. Parent, of Québec, tinsmith, on the 1st of March, 1899, has made an assignment of his estate in the hands of the prothonotary of the superior court of the district of Québec.

GEO. LEFAIVRE,  
 Provisional guardian.  
 Office of Lefavre & Taschereau. 860

## Insolvent's Sale

### CURATOR'S SALE.

Canada, }  
 Province of Quebec, } *In the Superior Court.*  
 District of Ottawa, }

In the matter of J. D. Thomson, of the town of Buckingham, trader, Insolvent.

Notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements, belonging to the estate of the above named insolvent, will be sold at the church door of the parish of Saint Gregoire de Nazianze, in the town of Buckingham, at the hour of THREE o'clock in the afternoon, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH next, by the undersigned curator of the said estate, by public auction, in accordance with the order herein granted on the 13th February, 1899, namely: in three lots as follows :

Lot No. 1.—Part of lot No. 460—with frame store thereon situated on the west side of Main street, Buckingham.

Lot No 2.—Lot No 456—avec bâtisses en briques en construction ci-dessus érigées sur le coin nord-ouest des rues Bridge et Main, Buckingham, sujettes aux loyers et hypothèques qui existent.

Lot No 3.—Lots 525 et 526—avec bâtisses en briques en construction ci-dessus érigées sur le côté nord de la rue Maclaren, Buckingham, sujettes aux loyers et hypothèques qui existent, conformément aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Conditions : comptant. Plus de détails au moment de la vente.

JOHN McD. HAINS,  
Curateur.  
BENNING & BARSALOU,  
Commissaires priseurs.  
Montréal, 22 février 1899. 763-2

Lot No. 2.—Lot No. 456—with brick and frame blocks thereon situated on the north west corner of Bridge and Main streets, Buckingham, subject to existing leases and mortgages.

Lot No. 3.—Lots 525 and 526—with brick and frame dwellings thereon situated on the north side of Maclaren street, Buckingham, subject to existing leases and mortgages, according to the official plan and the book of reference of the said town—with the buildings thereon and the members and appurtenances thereto belonging.

Terms : cash. Further particulars at time of sale.

JOHN McD. HAINS,  
Curator.  
BENNING & BARSALOU,  
Auctioneers.  
Montreal, 22nd February, 1899. 764

Règle de Cour

Province de Québec, }  
District de Bedford. } Cour Supérieure.  
No. 6426.

Sweetsburg, le 13 février 1899.

PRÉSENT :—L'honorable juge LYNCH, J. C. S.

George H. Allen *et al.*, Demandeurs ;

vs.

J. M. Ruiter, du canton de Brome, dit district de Bedford, Défendeur ;

et

Divers, Opposants.

Il est ordonné par la cour, sur motion des demandeurs et l'insolvabilité alléguée du défendeur, que les créanciers du dit défendeur qui n'ont pas encore produit leurs réclamations, soient notifiés et requis par un avis à être publié deux fois en langues française et anglaise, dans la *Gazette Officielle de Québec*, de les produire en cette cause, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la dite *Gazette Officielle de Québec*, conformément aux dispositions de l'article 673 du code de procédure civile.

LEONARD & NOYES,  
723.2 P. C. S.

Rule of Court

Province of Quebec, }  
District of Bedford. } Superior Court.  
No. 6426.

Sweetsburg, the 13th day of February, 1899.

PRESENT : The Honorable Mr. Justice

LYNCH, J. S. C.

George H. Allen *et al.*, Plaintiffs ;

vs.

J. M. Ruiter, of the township of Brome, in said district of Bedford, Defendant ;

and

Divers, Opposants.

It is ordered by the court, on motion of the Plaintiffs and the alleged insolvency of the defendant, that the creditors of said defendant, who have not already filed their claims, be notified and required by two publications in the french and english languages, in the *Quebec Official Gazette*, to file their claims herein, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in said *Quebec Official Gazette*, in accordance with the provisions of article 673 of the code of civil procedure.

LEONARD & NOYES,  
724 P. S. C.

Licitation

AVIS DE LICITATION.

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.  
No. 219.

John R. Melaven, Demandeur ;

vs.

Michael Melaven *et al.*, Défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Saint-Jean, dans le district d'Iberville, le sixième jour de décembre 1898, dans une cause dans laquelle John Raphael Melaven, ingénieur, de Madison, dans l'état du Wisconsin, un des Etats-Unis d'Amérique, est demandeur, et Michael Melaven, de Saint-Paul, dans l'état de Minnesota, un des Etats-Unis d'Amérique ; Albert Melaven, du dit lieu de Madison ; Thomas Melaven et Charles McCarthy, tous deux de la paroisse de Saint-George de Henryville, district d'Iberville ; William P. Dolan, de la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dit district ; Narcisse Demers, de la paroisse de Saint-Sébastien, dit district ; John Gayner, Thomas Gayner et Anna E. Gayner, tous trois de Holyoke, dans l'état du Massachusetts, un des Etats-Unis d'Amérique ; James F. Melaven, Albert J. Melaven, Ella G. Melaven et Anna L. Melaven, tous quatre de Worcester,

Licitation

NOTICE OF LICITATION

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } Superior Court.  
No. 219.

John R. Melaven, Plaintiff ;

vs.

Michael Melaven *et al.*, Defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Saint John's, in the district of Iberville, on the sixth day of December, 1898, in a cause in which John Raphael Melaven, engineer, of Madison, in the State of Wisconsin, one of the United States of America, is plaintiff, and Michael Melaven, of Saint Paul, in the State of Minnesota, one of the United States of America ; Albert Melaven, of the said place of Madison ; Thomas Melaven and Charles McCarthy, both of the parish of Saint George de Henryville, district of Iberville ; William P. Dolan, of the parish of Saint Bernard de Lacolle, said district ; Narcisse Demers, of the parish of Saint Sébastien, said district ; John Gayner, Thomas Gayner and Anna E. Gayner, all three of Holyoke, in the State of Massachusetts, one of the United States of America ; James F. Melaven, Albert J. Melaven, Ella G. Melaven and Anna L. Melaven, all four of Worcester

dans le dit état de Massachusetts, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit, savoir :

Un morceau de terre sis et situé en la dite paroisse de Saint-George de Henryville, connu et désigné autrefois comme le lot numéro treize (No. 13), de la première concession de la seigneurie de Noyan, du côté est de la "Rivière du Sud," contenant quatre arpents de largeur sur vingt-huit arpents en profondeur, formant cent douze arpents de terre en superficie, le tout plus ou moins, et connu et désigné maintenant comme le lot numéro cinquante-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-George de Henryville.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le QUATRIÈME jour du mois d'AVRIL prochain (1899), cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, à DIX heures du matin; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

ALPHONSE MORIN,  
Protonotaire C. S.

Saint-Jean, 13 décembre 1898. 735-2  
[Première publication, 25 février 1899.]

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } GEORGE H. LABBE,  
No. 92. } Demandeur; contre  
SAMUEL DE CHAMPLAIN, Défendeur.

Un morceau de terre de forme irrégulière, situé dans le septième rang du canton d'Halifax, dans le village de Bernierville, faisant partie du numéro trois cent vingt-sept (327), du cadastre pour la paroisse de Saint-Ferdinand d'Halifax; borné en front au chemin Gosford, en arrière au Lac William, au sud-est à John Brogan, et au nord-ouest à Bruno Lamontagne.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ferdinand d'Halifax, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. O. MILOT,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Arthabaskaville, 1er mars 1899. 847  
[Première publication, 4 mars 1899.]

### Ventes par le Sherif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

in the said State of Massachusetts, are defendants, ordering the licitation of a certain immoveable described as follows, to wit :

A parcel of land situate in the said parish of Saint George de Henryville, known and designated formerly as the lot number thirteen (No. 13), of the first concession of the seignory of Noyan, on the east side of the "South River," containing four arpents in width on twenty-eight arpents in length, forming one hundred and twelve arpents in superficies, the whole more or less, and now known and designated as the lot number fifty-five of the official plan and book of reference of the said parish of Saint George de Henryville.

The property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FOURTH day of the month of APRIL next (1899), sitting the court, in the court room, of the court house, in the town of Saint John's, district of Iberville, at TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ALPHONSE MORIN,

Prothonotary S. C.

Saint John's, 13th December, 1898. 736  
[First published, 25th February, 1899.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } GEORGE H. LABBE,  
No. 92. } Plaintiff; against  
SAMUEL DE CHAMPLAIN, Defendant.

A piece of land of irregular form situate, in the seventh range of the township of Halifax, in the village of Bernierville, forming part of number three hundred and twenty-seven (327), of the cadastre for the parish of Saint Ferdinand of Halifax; bounded in front to the Gosford road, in rear to the Lake William, south easterly to John Brogan, and north westerly to Bruno Lamontagne.

To be sold at the parochial church door of Saint Ferdinand of Halifax, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. O. MILOT,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Arthabaskaville, 1st March, 1899. 848  
[First published, 4th March, 1899.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **NOTRE SOUVE-**  
District de Beauharnois. } **RAINE DAME**  
No. 493. } **LA REINE, Deman-**  
**deresse ; contre FREDERICK COTTINGHAM,**  
**yeoman, de la paroisse de Saint-Malachie d'Orms-**  
**town, dans le district de Beauharnois, Défendeur.**

Un lot de terre ou emplacement situé dans le village de Huntingdon, sur la rue Wellington, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Huntingdon, sous le numéro cent dix-sept b (117b)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, **SAMÉDI, le HUITIEME jour D'AVRIL** prochain, à **ONZE heures** de l'avant-midi.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 27 février 1899. 809  
[Première publication, 4 mars 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, dans et pour le district de Beauharnois, à Salaberry de Valleyfield.*

Province de Québec, } **DANIEL DION ET**  
District de Beauharnois. } **AL, Demandeurs ;**  
No. 226. } **contre DAME GEOR-**  
**GIANA DENIS ET AL., et BASILE SOUCIS ES-**  
**QUAL., tuteur, Défendeurs.**

1° Un terrain formant partie du lot de terre, connu et désigné sous le numéro trois cent soixante et un (361), sur les plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, de la contenance de trente pieds de largeur sur quatre-vingt-huit pieds de profondeur, plus ou moins, quant à la profondeur seulement, le tout mesure anglaise ; borné en front vers le sud par une rue, vers le nord par le No 355, vers l'ouest par le reste du dit No 361, et vers l'est par le No 362.

2° Un autre lot de terre ou emplacement, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro trois cent soixante et deux (362), de la contenance de quarante-huit pieds de largeur sur quatre-vingt-huit (88) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par une rue, au côté ouest par le No 361, au côté est par le reste du No 362, et au nord par partie du No 354 et partie du No 355—avec les bâtisses construites sur les deux dits terrains.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, **LUNDI, le TREIZIEME jour de MARS** prochain, à **ONZE heures** de l'avant-midi.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 7 février 1899. 595-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**Ventes par le Shérif—Iberville**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } **ALPHONSE F. GER-**  
No 4839. } **VAIS, marchand, de la**  
**ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Deman-**  
**deur ; contre THOMAS DEXTRAZE, de la**  
**ville et du district d'Iberville, Défendeur.**

2° Un autre lot de terre sis et situé sur la rue Stevenson, dans la ville et le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, de la ville d'Iberville susdite, sous le numéro

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Province of Quebec, } **OUR SOVEREIGN**  
District of Beauharnois. } **LADY THE**  
No. 493. } **QUEEN, Plaintiff ; vs.**  
**FREDERICK COTTINGHAM, yeoman, of the**  
**parish of Saint Malachie d'Orms-town, in the district**  
**of Beauharnois, Defendant.**

A land situate in the village of Huntingdon, on Wellington street, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Huntingdon, as number one hundred and seventeen b (117b)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on **SATURDAY, the EIGHTH day of APRIL** next, at **ELEVEN o'clock** in the forenoon.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 27th February, 1899. 810  
[First published, 4th March, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, in and for the district of Beauharnois, at Salaberry de Valleyfield.*

Province of Québec, } **DANIEL DION ET**  
District of Beauharnois. } **AL, Plaintiffs ;**  
No. 226. } **against DAME GEOR-**  
**GIANA DENIS ET AL., and BASILE SOUCIS,**  
**ES-QUAL., tutor, Defendants.**

1. A lot of land forming part of the lot known and designated as number three hundred and sixty-one (361), on the official plan and book of reference of Salaberry de Valleyfield, in the county of Beauharnois, containing thirty feet in width by eighty-eight feet in depth, more or less, as regards the depth only, the whole english measure ; bounded in front towards the south by a street, towards the north by No. 355, towards the west by the remainder of the said No. 361, and towards the east by No. 362.

2. Another lot or parcel of land forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, under the number three hundred and sixty-two (362), containing forty-eight feet in width by eighty-eight (88) feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by a street, on the west side by No. 361, on the east by the remainder of No. 362, and on the north by part of No. 354 and part of No. 355—with the buildings erected on the said two lots.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Cecile, on **MONDAY, the THIRTEENTH day of MARCH** next, at **ELEVEN o'clock** in the forenoon.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 7th February, 1899. 596  
[First published, 11th February, 1899.]

**Sheriff's Sales—Iberville**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **ALPHONSE F. GER-**  
No 4839. } **VAIS, merchant, of the**  
**town of Saint Johns, in the district of Iberville,**  
**Plaintiff ; against THOMAS DEXTRAZE, of the**  
**town and district of Iberville, Defendant.**

2. Another lot of land lying and situate on Stevenson street, in the town and district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the town of Iberville

quarante-trois (No 43), de la contenance de cinquante-deux pieds de largeur sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur dans une ligne, et cent quatre-vingt-quatorze pieds dans l'autre ligne—avec deux maisons et autres bâties y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente d'un des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant-midi, le vingt-troisième jour de novembre dernier (1898), à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Athanase, dans le district susdit, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Athanase.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 20 février 1899. 753-2  
[Première publication, 25 février 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH MARCILLE,  
No 4173. } cultivateur, de la paroisse  
de Saint-Michel Archange, dans le district d'Iberville, Demandeur ; contre DAME THAISE TOURNEUR, veuve de feu Jean-Baptiste Lamarre, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Rémi, dans le dit district d'Iberville, Défenderesse.

Les deux tiers indivis d'un lot de terre ou emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Perras, dans le village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Rémi, sous le numéro cent six (No 106) ; borné en front par la dite rue Perras, en profondeur par le terrain de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Rémi, au sud-est par Madame Narcisse Raymond, et de l'autre côté au nord-ouest par Joseph Allard—avec les deux tiers indivis des bâties érigées sur cet emplacement, contenant 4140 pieds en profondeur.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Rémi susdite, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 8 février 1899. 579-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

## Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

*Cour Supérieure—Joliette.*

Joliette, à savoir : } DAME MARIE LOUISE  
No 3011. } LEVESQUE, Demanderesse ; contre GUILLAUME DULAC, Défendeur.

1o Un immeuble étant le lot numéro trente-huit (38), du sixième rang du canton Provost, de la contenance d'environ cent douze acres en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Zénon.

2o Un immeuble étant le lot numéro quarante-deux (42), du cinquième rang du canton Provost, de la contenance d'environ 84 acres en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Zénon.

3o Un immeuble étant le lot numéro quarante et un (41), du sixième rang du canton Provost, de la contenance d'environ 97 acres

aforesaid, under the number forty-three (No. 43), containing fifty-two feet in width by one hundred and ninety-two feet in depth in one line, and one hundred and ninety-four feet in the other line—with two houses and other buildings thereon erected.

Public notice is hereby given that the said of one of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at eleven of the clock in the forenoon, on the twenty-third day of November last (1898), at the parochial church door of the parish of Saint Athanase, in the district aforesaid, will take place at ELEVEN of the clock in the forenoon, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at the parochial church door of the said parish of Saint Athanase.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 20th February, 1899. 754  
[First published, 25th February, 1899.]

## FIERI FACIAS DE TERRIS

*Circuit Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } JOSEPH MARCILLE,  
No. 4173. } farmer, of the parish of Saint Michel Archange, in the district of Iberville, Plaintiff ; against DAME THAISE TOURNEUR, widow of the late Jean Baptiste Lamarre, in his lifetime farmer, of the parish of Saint Rémi, in the district of Iberville, Defendant.

The two undivided thirds of a lot of land or emplacement situate on the south west side of Perras street, in the village of Saint Rémi, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said village of Saint Rémi, under the number one hundred and six (No. 106) ; bounded in front by the said Perras street, in depth by the ground of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Rémi, on the south east side by Madame Narcisse Raymond, and on the other side to the north west by Joseph Allard—with the two undivided thirds of the buildings erected on this emplacement, containing 4140 feet in superficies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Rémi aforesaid, on the TWENTIETH day of MARCH next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 8th February, 1899. 580  
[First published, 11th February, 1898.]

## Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

*Superior Court—Joliette.*

Joliette, to wit : } DAME MARIE LOUISE  
No. 3011. } LEVESQUE, Plaintiff ; vs.  
GUILLAUME DULAC, Defendant.

1 An immoveable being lot number thirty-eight (38), of the sixth range of the township of Provost, containing about one hundred and twelve acres in superficies, situate in the parish of Saint Zenon.

2. An immoveable being lot number forty-two (42), of the fifth range of the township of Provost, containing about 84 acres in superficies, situate in the parish of Saint Zenon.

3. An immoveable being lot number forty-one (41), of the sixth range of the township of Provost, containing about 97 acres in

en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Zénon.

4o Un immeuble étant le lot No 42, du sixième rang du canton Provost, de la contenance d'environ 86 acres en superficie, situé dans la paroisse de Saint-Zénon.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zénon, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 27 février 1899. 845  
[Première publication, 4 mars 1899.]

superficies, situate in the parish of Saint Zenon.

4. An immoveable being lot number 42, of the sixth range of the township of Provost, containing about 86 acres in superficies, situate in the parish of Saint Zenon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zenon, on the FIFTH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 27th February, 1899. 846  
[First published, 4th March, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Kamouraska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Kamouraska, à savoir : } LOUIS VINCENT  
No 2418. } L DUMAIS, écuier,  
ès-qualité, Demandeur ; contre le REVEREND  
LOUIS STEVENARD, prêtre, ci-devant de Sainte-  
Rose du Dégélé, et maintenant de lieux inconnus.  
Défendeur, c'est à savoir :

Un terrain de forme irrégulière, situé en la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, et formant partie des lots Nos 25, 26, 27, 28, 29, 30 et 31, du cadastre du comté de Temiscouata, pour la dite paroisse de Sainte-Rose ; les dites parties de lots bornées comme suit, savoir :

1° La partie du lot No 25, contenant environ trois arpents de front sur quinze arpents de profondeur ; bornée au nord-est au Lac Temiscouata, au sud-ouest à Michel Dumont, au sud au No 26, au nord au No 24.

2° La partie du lot No 26, ayant une superficie d'environ 145 arpents ; bornée au nord-est au Lac Temiscouata, au sud-ouest au dit Michel Dumont, au nord au No 25, et au sud au No 27.

3° La partie du No 27, d'une superficie d'environ 27 arpents ; bornée au sud au No 28, au nord au No 26, au nord-est au dit Lac et à la rivière Madawaska, et au sud-ouest au dit Michel Dumont.

4° La partie du No 28, contenant environ 16 arpents en superficie ; bornée au nord-est et au sud-est à la dite rivière Madawaska, au nord au No 27, et au sud-ouest à Thomas Michaud.

5° La partie du No 29, d'environ 16 arpents en superficie ; bornée au nord-est à la dite rivière Madawaska, au sud-ouest au dit Thomas Michaud, au sud au No 30, et au nord au No 28.

6° La partie du No 30, d'environ quinze arpents en superficie ; bornée au nord-est à la dite rivière Madawaska, au sud-ouest à Edouard Deschênes, au sud au No 31, et au nord au No 29.

7° La partie du No 31, d'environ 3 arpents sur 7 arpents ; bornée au nord-est à la dite rivière Madawaska, au sud-ouest à Michel Levesque, et au nord au No 30, et au sud au No 32—avec les bâtisses construites sur le dit terrain, circonstance et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Rose du Dégélé, LUNDI le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Bref rapportable suivant la loi

F. A. SIROIS,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 21 février 1899. 757  
[Première publication, 25 février 1899.]

### Sheriff's Sales—Kamouraska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Kamouraska, to wit : } LOUIS VINCENT DU-  
No 2418. } L MAIS, esquire, ès-qua-  
lité, Plaintiff ; against the REVEREND LOUIS  
STEVENARD, priest, formerly of Sainte Rose du  
Dégélé, and now of parts unknown, Defendant, to  
wit :

A lot of irregular outline, situate in the parish of Sainte Rose du Dégélé, and forming part of lots Nos. 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31, of the cadastre of the county of Temiscouata, for the said parish of Sainte Rose ; said parts of lots bounded as follows, to wit :

1° The part of lot No. 25, containing about three arpents in front by fifteen arpents in depth ; bounded on the north east by Lake Temiscouata, on the south west by Michel Dumont, on the south by No. 26, on the north by No. 24.

2° The part of lot No. 26, having an area of about 145 arpents ; bounded on the north east by Lake Temiscouata, on the south west by the said Michel Dumont, on the north by No. 25, and on the south by No. 27.

3° The part of No. 27, of an area of about 27 arpents ; bounded on the south by No. 28, on the north by No. 26, on the north east by the said lake and the river Madawaska, and on the south west by the said Michel Dumont.

4° The part of No. 28, containing about 16 arpents in area ; bounded on the north east and south east by the said river Madawaska, on the north by No. 27, and on the south west by Thomas Michaud.

5° The part of No. 29, of about 16 arpents in area ; bounded on the north east by the said river Madawaska, on the south west by the said Thomas Michaud, on the south by No. 30, and on the north by No. 28.

6° The part of No. 30, of about fifteen arpents in area ; bounded on the north east by the said river Madawaska, on the south west by Edouard Deschênes, on the south by No. 31, and on the north by No. 29.

7° The part of No. 31, of about three arpents by seven arpents ; bounded on the north east by the said river Madawaska, on the south west by Michel Levesque, on the north by No. 30, and on the south by No. 32—with the buildings erected on the said lot, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Rose du Dégélé, MONDAY, the TWENTY-SEVENTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon. Writ returnable according to law.

F. A. SIROIS,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Fraserville, 21st February, 1899. 758  
[First published, 25th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Cour Supérieure.*

Kamouraska, à savoir : } **N**ARCISSE GEORGE  
No 2117. } PELLETIER, mar-  
chand et manufacturier, de la ville de Fraserville,  
Demandeur ; contre ABEL GAGNE, peintre de la  
dite ville de Fraserville, Défendeur ; saisi sur Dame  
Philomène Nadeau, veuve de feu Abel Gagné, en sa  
qualité de tutrice dûment élu en justice à ses en-  
fants mineurs, représentants et héritiers du dit  
Abel Gagné, c'est à savoir :

Un emplacement situé en la ville de Fraserville,  
du côté nord-est du chemin de Témiscouata, faisant  
partie du numéro deux cent deux (No 202), du ca-  
dastre officiel de la ville de Fraserville, mesurant  
112 pieds de front sur le chemin de Témiscouata et  
la rue Amyot, 50 pieds à l'extrémité nord-est, 100  
pieds de profondeur au nord, et 113 pieds au sud ;  
borné au sud-ouest partie au chemin de Témiscouata,  
et partie à la rue Amyot, au nord-est au domaine  
seigneurial, au nord à Thomas Morin, et au sud aux  
demoiselles Joncas—avec une maison et autres bâ-  
tisses dessus construites.

A charge par l'acquéreur d'une rente annuelle  
de dix-neuf piastres soixante centins, payable le 1er  
octobre chaque année, à MM. Aimé et Virgile  
Chamberland.

Pour être vendu en mon bureau, en la ville de  
Fraserville, MARDI, le QUATORZIEME jour de  
MARS prochain, à DIX heures avant-midi. Bref  
rapportable suivant la loi.

F. A. SIROIS.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 6 février 1899. 575-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Cour Supérieure.*

Kamouraska à savoir : } **W**ILLIAMS FRASER  
No 2125. } ET AL, Demandeurs ;  
contre ARIAS CARON, Défendeur, et Dame Obé-  
line Simard *et vir.* Intervenant. et McGibbon  
Casgrain, Ryan & Mitchell, procureurs, distrayants,  
saisissants, c'est à savoir :

Une terre sise et située en la paroisse de Notre-  
Dame des Sept Douleurs, d'environ sept perches de  
large sur la profondeur, connue et désignée aux  
plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la  
dite paroisse de Notre-Dame des Sept Douleurs,  
comme faisant partie du numéro cinquante (No 50) ;  
bornée au nord et au sud au fleuve Saint Laurent,  
à l'est à Joseph Caron, et à l'ouest à Arias Caron,  
actuellement occupée par Arthur Ouellet—sans bâ-  
tisses.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-  
roisse de Notre-Dame des Sept Douleurs, LUNDI,  
le TREIZIEME jour de MARS prochain (1899), à  
DIX heures avant-midi. Bref rapportable suivant  
la loi.

F. A. SIROIS.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Fraserville, 8 février 1899. 577-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**Ventes par le Shérif—Montmagny**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que  
les TERRES et HÉRITAGES sous-mention-  
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et  
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **D**EMOISELLE VENE-  
District de Montmagny. } RANDE RICHARD,  
No 163. } fille majeure, de la cité de  
Montréal ; contre THEOPHILE BERNIER (CLE-  
MENT), du Cap Saint-Ignace, navigateur, à savoir :

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**
*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **N**ARCISSE GEORGE  
No. 2117 } PELLETIER, mer-  
chant and manufacturer, of the town of Fraserville,  
Plaintiff ; against ABEL GAGNE, painter, of the  
said town of Fraserville, Defendant ; seized as  
belonging to Dame Philomène Nadeau, widow of the  
late Abel Gagné, in her capacity of tutrix duly  
appointed in law to her minor children, the repre-  
sentatives and heirs of the said Abel Gagné, to wit :

A lot of land situate in the town of Fraserville,  
on the north east side of the Temiscouata road,  
forming part of number two hundred and two (No.  
202), of the official cadastre of the town of Fraser-  
ville, measuring 112 feet in front on the Temiscouata  
road and Amyot street, 50 feet at the northern  
extremity, 100 feet in depth on the north and  
113 feet on the south ; bounded on the south west  
partly by the Temiscouata road and partly by Amyot  
street, on the north east by the seigniorial domain,  
on the north by Thomas Morin, and on the south by  
the misses Joncas—with a house and other build-  
ings thereon erected.

Subject to the payment by the purchaser of an  
annual rent of nineteen dollars and sixty cents,  
payable on the first October of each year, to Messrs.  
Aimé and Virgile Chamberland.

To be sold at my office, in the town of Fraserville,  
on TUESDAY, the FOURTEENTH day of MARCH  
next, at TEN o'clock in the forenoon. The writ  
returnable according to law.

F. A. SIROIS.

Sheriff's office, Sheriff.  
Fraserville, 6th February, 1899. 576  
[First published, 11th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Superior Court.*

Kamouraska, to wit : } **W**ILLIAM FRASER ET  
No. 2125. } AL, Plaintiffs ; against  
ARIAS CARON, Defendant, and Dame Obéline  
Simard *et vir.*, intervening, and McGibbon, Cas-  
grain, Ryan & Mitchell, attorneys, *distrayants* *sais-*  
*sissants*, to wit :

A lot of land situate and being in the parish of  
Notre-Dame des Sept Douleurs, about seven per-  
ches in width on the depth, known and designated  
on the official plan and book of reference of the  
cadastre of the said parish of Notre-Dame des Sept  
Douleurs, as forming part of number fifty (No. 50) ;  
bounded in the north and south by the river Saint  
Lawrence, on the east by Joseph Caron, and on the  
west by Arias Caron, at present occupied by Arthur  
Ouellet—without any buildings.

To be sold at the church door of the parish of  
Notre-Dame des Sept Douleurs, on MONDAY, the  
THIRTEENTH day of MARCH next (1899), at  
TEN o'clock in the forenoon. Writ returnable  
according to law.

F. A. SIROIS.

Sheriff's Office, Sheri  
Fraserville, 8th February, 1899.  
[First published, 11th February, 1899.]

**Sheriff's Sales—Montmagny**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the up-  
permentioned LANDS and TENEMENTS have  
been seized, and will be sold at the respective times  
and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**
*Superior Court.*

Province of Québec, } **M**ISS VENERANDE  
District of Montmagny. } RICHARD, spins-  
No. 163. } ter, of the city of Mon-  
treal ; against THEOPHILE BERNIER (CLE-  
MENT), of the parish of Cap Saint Ignace, mariner,  
o wit :

Avis est par le présent donné, que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures du matin, le trente-unième jour d'août 1898, à la porte de l'église du Cap Saint-Ignace, aura lieu à DIX heures du matin, LUNDI, le VINGTIÈME jour de MARS prochain, à la porte de l'église du Cap Saint-Ignace.

J. B. A. LEPINE,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 4 mars 1899. 829  
[Première publication, 4 mars 1899.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ALFRED MUER, des cité  
No. 814. } A et district de Montréal,  
boucher, Demandeur; contre les terres et tènements de JOHN SHERIDAN, du même lieu, docteur en médecine, Défendeur.

1° La partie sud-est de la partie non subdivisée du lot numéro vingt et un (No. 21), sur le plan officiel de subdivision du lot numéro mille cinq cent quatre-vingt-trois-vingt et un (1583-21), des plan et livre de renvoi pour le quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal; la dite partie sud-est étant bornée comme suit: en front au sud-ouest par la rue Mackay, où elle mesure environ vingt-trois pieds, mesure anglaise, d'un côté vers le nord-ouest par le résidu de la dite partie non subdivisée du lot, au nord-est par la partie du lot ci-après décrite, numéro vingt, de la dite subdivision, et de l'autre côté au sud-est par le lot de subdivision numéro vingt et un A du dit lot officiel numéro quinze cent quatre-vingt-trois.

2° Une partie du lot numéro vingt, de la dite subdivision officielle, immédiatement en arrière d'icelle et joignant la partie du lot ci-dessus décrite, numéro vingt et un, et bornée comme suit: vers le sud-ouest par la dite partie ci-dessus décrite, du lot de subdivision numéro vingt et un, où elle mesure environ vingt-trois pieds, mesure anglaise, vers le nord-est par le lot numéro dix-neuf, de la dite subdivision, et vers le nord-ouest et sud-est, des deux côtés, par les deux résidus du dit lot de subdivision numéro vingt—avec la maison portant le numéro civique quinze de la rue McKay, et la cour sur les dits terrains ou parties des lots ci-dessus décrits, la dite cour étant en arrière de la dite maison et joignant le lot de subdivision numéro dix-neuf ci-dessus mentionné, et mesurant douze pieds six pouces de profondeur entre la dite maison et le dit lot de subdivision numéro dix-neuf, sur environ vingt-trois pieds de largeur, ou toute l'espace entre les bornes sud-est et nord-ouest de la partie en deuxième lieu ci-dessus décrite, du lot de subdivision numéro vingt, où il joint le dit lot de subdivision numéro dix-neuf et s'étendant de la dit cour jusqu'à la ruelle portant le numéro treize, de la dite subdivision, et ayant une largeur de douze pieds six pouces. Le tout formant qu'un seul et même lot.

Pour être vendues dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAUDEAU,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 28 février 1899. 823  
[Première publication, 4 mars 1899.]

Notice is hereby given, that the sale of immovables seized in this cause, which should have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the thirty-first day of August, 1898, at the church door of Cap Saint Ignace, will take place at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, the TWENTIETH day of MARCH next, at the church door of Cap Saint Ignace.

J. B. A. LEPINE,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 4th March, 1899. 830  
[First published, 4th March, 1899.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ALFRED MUER, of the  
No 814. } A city and district of Montreal,  
butcher, Plaintiff; against the lands and tenements of JOHN SHERIDAN, of the same place, doctor of medicine, Defendant.

1. The south east part of the unsubdivided part or portion of lot number twenty-one (No 21), on the official subdivision plan of lot number one thousand five hundred and eighty-three-twenty-one (1583-21), on the plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montreal; said south-east part being bounded as follows: in front to the south west by McKay street, where it measures about twenty-three feet, english measure, on one side towards to north west by the remaining portion of said unsubdivided part of lot, to the north east by the hereinafter described, portion of lot number twenty, of said subdivision, and on the other side to the south east by subdivision lot number twenty-one A of said official lot number fifteen hundred and eighty-three.

2. A portion of lot number twenty, of said official subdivision, immediately in rear of and adjoining the above described portion, of lot number twenty-one, and bounded as follows: towards the south west by the said above described portion, of subdivision lot number twenty-one, where it measures about twenty-three feet, english measure, towards the north east by lot number nineteen, of said subdivision, and towards the north west and south east, on both sides, by the two remaining portions of said subdivision lot number twenty—with the dwelling house bearing the civic number fifteen of McKay street, and the yard upon said premises or above described portions of lots, said yard being in rear of said dwelling house and adjoining subdivision lot number nineteen above mentioned, and measuring twelve feet six inches in depth between the said dwelling house and said subdivision lot number nineteen, by about twenty-three feet in width, or the whole distance between the south easterly and north westerly boundaries above secondly described, portion of subdivision lot number twenty, where it adjoins said subdivision lot number nineteen and extending from said yard to the lane bearing the number thirteen, of said subdivision, and having a width of twelve feet and six inches. The whole forming one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAUDEAU,  
Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 28th February, 1899. 824  
[First published, 4th March, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, compagnie constituée en corporation et corps politique, ayant sa principale place d'affaires dans les cités et district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de **JOHN RYAN**, des cité et district de Montréal, commerçant, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Amable, en arrière par le lot de terre du dit défendeur, en deuxième lieu décrit, d'un côté par un lot appartenant à Félix Kane ou représentants, et de l'autre côté par une ruelle étant le numéro cent vingt-trois (No 123), de la subdivision du lot deux cent neuf (209), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis—avec une maison en pierre à une étage et autres bâtisses sus-érigées ; le dit lot maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis, sous le numéro deux cent trente-trois (233), (pour être vendu sujet à la ligne homologuée pour le prolongement de la rue Rivard).

2° Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal, connu et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis, comme étant partie du lot numéro deux cent trente-six (236), contenant quarante-trois pieds de front sur quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise ; borné en front par la rue Saint-Joseph, d'un côté par le résidu du dit lot numéro deux cent trente-six (236), la propriété d'un nommé Ladouceur ou représentants, et de l'autre côté par une ruelle étant le numéro cent vingt-trois (123), du lot de subdivision numéro deux cent neuf (209), des plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis, et en arrière par la propriété en premier lieu décrite—sans bâtisses (pour être vendu sujet à la ligne homologuée pour le prolongement de la rue Rivard).

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEPTIEME jour d'AVIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau.

Bureau du Shérif, Montréal, 28 février 1899.  
[Première publication, 4 mars 1899.]

Shérif.  
821

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montréal, à savoir : **PHILIBERT BEAUDOIN**, No 1520, notaire public, et **PIERRE PAUL MARTIN**, marchand-importateur, tous deux de la cité et du district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires, dûment nommés à la succession de feu Jean Baptiste Léon Lanthier, en son vivant marchand, de la paroisse de Saint-Polycarpe, dans le comté de Soulanges, dans le district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **DAME VITALINE SEGUIN**, de la paroisse de Saint Polycarpe, dans le district de Montréal, veuve de feu Arsène Théorêt, père, en son vivant charpentier, de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, la dite Dame en sa qualité de ci-devant épouse commune en biens du dit feu Arsène Théorêt et Joseph Théorêt, Ernest Théorêt, Antoine Théorêt, Etienne Théorêt, Eldige Théorêt, tous cinq de la dite paroisse de Saint-Polycarpe, dans le district de Montréal, et Arsène Théorêt et Ambroise Théorêt, demeurant dans l'état du Michigan, l'un des États-Unis d'Amérique, ces sept derniers en leur qualité d'héritiers légaux du dit feu Arsène Théorêt ci-dessus mentionné, qui était leur père, Défendeurs.

Saisi comme suit : la moitié indivise comme

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **THE MONTREAL LOAN AND MORTGAGE COMPANY**, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of **JOHN RYAN**, of the city and district of Montreal, trader, Defendant.

1. A lot of land situate in the Saint Denis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Saint Amable street, in rear by the lot of land belonging to the said defendant, herein secondly described, on one side by a lot belonging to Felix Kane or representatives, and on the other side by a lane being number one hundred and twenty-three (No. 123), of the subdivision of lot two hundred and nine (209) on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis—with a one story stone house and other buildings thereon erected ; the said lot now known and distinguished upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, as number two hundred and thirty-three (233), (to be sold subject to the homologated line for the extension of Rivard street).

2. A lot of land situate in the Saint Denis ward, of the city of Montreal, designated and known on the official plan and book of reference of the incorporated village of the Côte Saint Louis, as being part of the lot number two hundred and thirty-six (236), containing forty-three feet in front by eighty feet in depth, the whole more or less—without warranty of precise measurement ; bounded in front by Saint Joseph street, on one side by the remaining portion of said lot number two hundred and thirty-six (236), the property of one Ladouceur or his representatives, and on the other side by a lane being number one hundred and twenty-three (123), of the subdivision of lot number two hundred and nine (209), on the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, and in rear by the property herein firstly described—without any buildings thereon erected, (to be sold subject to the homologated line for the extension of Rivard street).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL next, at ELKVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau.

Sheriff's Office, Montreal, 28th February, 1899.  
[First published, 4th March, 1899.]

Sheriff.  
822

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : **PHILIBERT BEAUDOIN**, No 1520, notary public, and **PIERRE PAUL MARTIN**, merchant importer, both of the city and district of Montreal, in their quality of testamentary executors, duly appointed to the estate of the late Jean Baptiste Léon Lanthier, in his lifetime merchant, of the parish of Saint Polycarpe, in the county of Soulanges, in the district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **DAME VITALINE SEGUIN**, of the parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, widow of the late Arsène Théorêt, senior, in his lifetime carpenter, of the said parish of Saint Polycarpe, the said Dame in her former quality of wife common as to property of the said late Arsène Théorêt and Joseph Théorêt, Ernest Théorêt, Antoine Théorêt, Etienne Théorêt, Eldige Théorêt, all five of the said parish of Saint Polycarpe, in the district of Montreal, and Arsène Théorêt and Ambroise Théorêt, residing in the State of Michigan, one of the United States of America, the seven latter in their quality of legal heirs of the said late Arsène Théorêt hereinabove mentioned, who was their father, Defendants.

Seized as follows : the undivided half as belong-

appartenant à la défenderesse Vitaline Séguin, comme ayant été commune en biens avec le dit feu Arsène Théorêt, père, et un septième indivis de la moitié indivise sur chacun des défendeurs suivants, Joseph Théorêt, Eldige Théorêt, Antoine Théorêt, Ambroise Théorêt, Ernest Théorêt, Etienne Théorêt, Arsène Théorêt, dans l'immeuble ci-après mentionné, savoir :

Un emplacement situé dans le village de Saint-Polycarpe, comté de Soulanges, dans le district de Montréal, étant le lot désigné sous le numéro trois cent cinquante-six (No 356), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Polycarpe, contenant cinq perches de front sur trois quarts d'arpent de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses y érigées; borné en front par la montée Sainte-Catherine.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Polycarpe, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 23 février 1899.  
[Première publication, 4 mars 1899.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME JULIE ANNA CAS-  
No 535. } GRAIN, de la ville de Nicolet, épouse séparée de biens de Charles Moras Beaubien, cultivateur, du même lieu, et ce dernier, en autant que besoin est pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, et JOSEPH-ELZEARD CASGRAIN, cultivateur, de Windsor, dans la province d'Ontario, conjointement, Demandeurs; contre les terres et tenements de WILLIAM McCLEARY, cultivateur, autrefois de la paroisse de Rigaud, district de Montréal, et maintenant de Saint-Eugène de Prescott, dans la province d'Ontario, Défendeur.

Une terre située au nord de la Rivière à la Graisse, en la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, dans le comté de Vaudreuil; bornée en front par la dite Rivière à la Graisse, formée des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros trois cent quatre-vingt-cinq et trois cent quatre-vingt-six (Nos 385 et 386), de la contenance de quatre-vingt-cinq arpents et cinquante perches en superficie, plus ou moins—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine de Rigaud, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 1er mars 1899.  
[Première publication, 4 mars 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } HENRY H. SAIT, des cité  
No. 1006. } et district de Montréal.  
teneur de livres, Demandeur; contre les terres et tenements de MARGARET MANSFIELD, du même lieu, fille majeure, et usant de ses droits, Défenderesse.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la dite cité de Montréal, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221), contenant quarante-neuf pieds six pouces de largeur, sur cent trente et un pieds six pouces de profon-

ing to the said defendant Vitalino Seguin, as having been common as to property with the said late Arsène Théorêt, senior, and one undivided seventh of the undivided half upon each of the following defendants, Joseph Théorêt, Eldige Théorêt, Antoine Théorêt, Ambroise Théorêt, Ernest Théorêt, Etienne Théorêt, Arsène Théorêt, on the immovable hereinafter mentioned, to wit :

A lot situate in the village of Saint Polycarpe, county of Soulanges, in the district of Montreal, being the lot described as number three hundred and fifty-six (356), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Polycarpe, containing five perches in front by three quarters of an arpent in depth, more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front by the by-road (montée) Sainte Catherine.

To be sold at the church door of the parish of Saint Polycarpe, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 23rd February, 1899.  
[First published, 4th March, 1899.]

### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

*District de Montréal.*

Montréal, to wit : } DAME JULIE ANNA CAS-  
No. 535. } GRAIN, of the town of Nicolet, wife separated as to property of Charles Moras Beaubien, farmer, of the same place, and the latter for the purpose of assisting his said wife herein, and JOSEPH-ELZEARD CASGRAIN, farmer, of the town of Windsor, in the province of Ontario, jointly, Plaintiffs; against the lands and tenements of WILLIAM McCLEARY, farmer, formerly of the parish of Rigaud, district of Montréal, and now of Saint Eugène de Prescott, in the province of Ontario, Defendant.

A lot of land situate to the north of "Rivière à la Graisse", in the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, in the county of Vaudreuil; bounded in front by the said "Rivière à la Graisse", consisting of the lots known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, under the numbers three hundred and eighty-five and three hundred and eighty-six (Nos 385 and 386), containing eighty-five arpents and fifty perches in superficies, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the SIXTH day of the month of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 1st March, 1899.  
[First published, 4th March, 1899.]

### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Montréal.*

Montréal, to wit : } HENRY H. SAIT, of the  
No. 1006. } city and district of Montréal, book-keeper Plaintiff; against the lands and tenements of MARGARET MANSFIELD, of the same place, "file-majeure et usant de ses droits", Defendant.

An emplacement situate in the city of Montréal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the said city of Montréal, as lot number two hundred and twenty-one (No 221), containing forty-nine feet six inches in width, by one hundred and thirty-one feet

deur, mesure anglaise, formant six mille cinq cent neuf pieds en superficie ; borné en front par la rue Chatham—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SIXIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif, Montréal, 1er mars 1899. 841  
[Première publication, 4 mars 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District de Montreal.*

Montréal, à savoir : } EDWARD MCGOWAN, marchand, de la paroisse de Sainte-Martine, dans le district de Beauharnois, Demandeur ; contre les terres et tenements de O. BELAIR, de la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre ou emplacement, sis et situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le No 28, de la subdivision officielle du No 7 (7-28), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, paroisse de Montréal—avec une maison en bois à deux étages sus-érigée.

2° Un autre lot de terre ou emplacement, sis et situé dans la cité de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Hubert, connu et désigné sous le No 29, de la subdivision officielle du No 7 (7-29), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, paroisse de Montréal—avec une maison en bois lambrassée en briques à deux étages et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 février 1899. 621-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } MARCEL BLEIGNIER dit JARRY, bourgeois, de la paroisse de Saint-Laurent, dit district, Demandeur ; contre les terres et tenement de LOUIS LAVALLEE, commerçant de foins, du village de Notre-Dame des Neiges Ouest, dit district, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Notre-Dame des Neiges Ouest, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec une maison, écurie et autres bâtisses dessus érigées, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, sous le numéro cent six ; borné en front par le chemin de la Côte des Neiges.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 9 février 1899. 623-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

six inches in depth, english measure, forming six thousand five hundred and nine feet in superficies ; bounded in front by Chatham street—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of the month of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's office, Montréal, 1st March, 1899. 842  
[First published, 4th March, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } EDWARD MCGOWAN, merchant, of the parish of Sainte Martine, in the district of Beauharnois, Plaintiff ; against the lauds and tenements of O. BELAIR, of the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, Defendant.

A lot or parcel of land, situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Hubert street, known and designated as number 28, of the official subdivision of No. 7 (7-28), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, in the parish of Montreal—with a two story wooden house thereon erected.

2. Another lot or parcel of land, situate and being in the city of Montreal ; bounded in front by Saint Hubert street, known and designated as No. 29, of the official subdivision of No. 7 (7-29), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, in the parish of Montreal—with a two story wooden house cased with brick and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 7th February, 1899. 622  
[First published, 11th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } MARCEL BLEIGNIER dit JARRY, burgess, of the parish of Saint Laurent, in the said district, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS LAVALLEE, hay dealer, of the village of Notre Dame des Neiges West, in the said district, Defendant.

A lot of land situate in the village of Notre Dame des Neiges West, in the county of Hochelaga, district of Montreal—with a house, stable and other buildings thereon erected, known and designated on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte des Neiges, under the number one hundred and six ; bounded in front by the Côte des Neiges hill.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 9th February, 1899. 624  
[First published, 11th February, 1899.]

Shérif's Sales—Ottawa

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Cour Supérieure. — District d'Ottawa.*

Ottawa, à savoir : } **D**AME ANN SULLY, de la  
No 586. } ville de Buckingham, dans  
le district d'Ottawa, veuve de feu James McLaren, en son vivant du même lieu, marchand de bois, et autres, Demandeurs ; contre les terres et tenements de JAMES BERTRAND, du canton de Northfield, dans le dit district d'Ottawa, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Un lot de terra situé dans le dit canton de Northfield, connu et désigné suivant les plan et livre de renvoi officiels comme le lot numéro vingt-trois (23), dans le rang B, du dit canton de Northfield, dans le dit district d'Ottawa—avec les bâtisses et construction dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le QUATORZIEME jour du mois de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

COUTLEE &amp; WRIGHT.

Bureau du Shérif,

Hull, 7 février 1899.

[Première publication, 11 février 1899.]

Shérif.

607-2

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.***Superior Court — District of Ottawa.*

Ottawa, to wit : } **D**AME ANN SULLY, of the  
No. 586. } town of Buckingham, in the  
district of Ottawa, widow of the late James McLaren, in his lifetime of the same place, lumber merchant, *et al*, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JAMES BERTRAND, of the township of Northfield, in said district of Ottawa, farmer, Defendant, to wit :

A lot of land situate in the township of Northfield, known and designated according to the official plan and book of reference as lot number twenty-three (23), in the range B, of said township of Northfield, in the district of Ottawa—with the buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

COUTLEE &amp; WRIGHT,

Sheriff's Office,

Hull, 7th February, 1899.

[First published, 11th February, 1899.]

Sheriff.

608

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront venus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.***Cour de Recco der*

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ; vs.  
No 2268. } **W**ILLIAM LELIEVRE,

des cité et district de Québec, à savoir :

Le lot No. 146 (cent quarante-six), subdivision du No. 2098 (deux mille quatre-vingt-dix-huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, en la cité de Québec, étant un lot vacant situé sur la rue Taschereau : sujet à une rente annuelle de quatorze piastres, représentant un capital de quatre cent soixante et six piastres et soixante et six centins et deux tiers, à trois per cent, payable le premier août à M. Gaspard Lemoine.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif,

Québec, 2 mars 1899.

[Première publication, 4 mars 1899.]

Shérif.

855

**Sheriff's Sales—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS.***Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC ; vs.  
No. 2268. } **W**ILLIAM LELIEVRE, of the city and district of Québec, to wit :

Lot No. 146 (one hundred and forty six), subdivision of No. 2098 (two thousand two hundred and ninety eight), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur, in the city of Québec, being a vacant lot situate in Taschereau street : subject to the payment of an annual rent of fourteen dollars, representing a capital of four hundred and sixty-six dollars and sixty-six cents and two thirds, at three per cent, payable on the first August to Mr. Gaspard Lemoine.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office,

Québec, 2nd March, 1899.

[First published, 4th March, 1899.]

Sheriff.

856

**FIERI FACIAS.***Cour de Recorder.*

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC vs.  
No 1656. } **E**LOISE ROBITAILLE,

des cité et district de Québec, veuve de Ferdinand Cantin, à savoir :

Le lot No 1703 (mille sept cent trois), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé rue Sainte-Marguerite—avec bâtisses. Sujet à une rente foncière de quatre piastres payable le 29 septembre de chaque année à Dame veuve Thomas Etienne Roy.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif,

Québec, 16 février 1899.

[Première publication, 18 février 1899.]

Shérif.

689 2

**FIERI FACIAS.***Recorder's Court.*

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC vs.  
No. 1656 } **E**LOISE ROBITAILLE, of the city and district of Québec, widow of the late Ferdinand Cantin, to wit :

Lot No. 1703 (one thousand seven hundred and three), of the official cadastre of Jacques Cartier ward, of the city of Québec, being a lot situate on Sainte Margaret street—with buildings. Subject to a ground rent of four dollars payable on the 29th of September of every year to Mrs. widow Thomas Etienne Roy.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTIETH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office,

Québec, 16th February, 1899.

[First published, 18th February, 1899.]

Shérif.

690

**FIERI FACIAS.***Circuit de Québec.*

Québec, à savoir : } **AUGUSTIN GABOURY**, de  
No 3483. } la cité de Québec, comp-  
table ; contre **DAME EMMA LEFEBVRE**, épouse  
contractuellement séparée de biens de Alfred Lortie,  
contracteur, tous deux de la cité de Québec, et le  
dit Alfred Lortie, mis en cause aux fins d'assister sa  
dite épouse, à savoir :

La partie sud du lot No 819, (huit cent dix-neuf)  
du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, de la  
cité de Québec, étant un emplacement de trente  
pieds de front sur l'alignement de la rue de la Cha-  
pelle, sur quarante-trois pieds de profondeur en  
gagnant vers l'est—avec bâtisses. A la charge d'une  
rente foncière de quatre piastres payable à l'hono-  
rable juge J. G. Bossé, le 29 septembre de chaque  
année, rachetable à cinq pour cent.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de  
Québec, le **VINGTIEME** jour de **MARS** prochain,  
à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable  
suivant la loi.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 16 février 1899. 693-2  
[Première publication, 18 février 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **MOISE LECLERC**, du vil-  
No 1587. } lage de Lauzon, huissier ;  
contre **VICTOR BEGIN**, ci-devant du même lieu,  
maintenant dans les Territoires du Nord-Ouest, à  
savoir :

Les lots Nos 142 (cent quarante-deux) et 202  
(deux cent deux), du cadastre officiel pour le village  
de Bienville, étant un lot de terre situé sur la rue  
Bienville—avec bâtisses, pour être vendus en bloc.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-  
Dame de la Victoire de Lévis, le **VINGT UNIEME**  
jour de **MARS** prochain, à **DIX** heures du matin.  
Le dit bref rapportable suivant la loi.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 16 février 1899. 691-2  
[Première publication, 18 février 1899.]

**Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les  
**TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés  
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux  
respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour Supérieure.*

Canada, } **HONORÉ CAR-**  
Province de Québec, } **REAU**, Deman-  
District de St-Hyacinthe, } deur ; contre **EDMOND**  
No. 126. } **MARTEL**, cultivateur,  
de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le  
district de St-Hyacinthe, Défendeur, poursuivi  
conjointement et solidairement avec Jean-Baptiste  
Martel, cultivateur, du township de Brompton,  
dans le district de St-François, et Frédéric Martel,  
cultivateur, de la paroisse de Chambly, dans le dis-  
trict de Montréal, à savoir :

Saisi sur le dit Edmond Martel :

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Marie  
de Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, côté  
est, contenant trois arpents de largeur sur trente de  
longueur ; bornée devant par le chemin du dit rang,  
en arrière au chemin du rang de l'Eglise, du côté  
nord joignant la terre de François Vigeant, et du  
côté sud celle du dit Edmond Martel, connue sous  
le numéro deux cent quatre-vingt-seize (No. 296),  
des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse  
de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses.

**FIERI FACIAS.***Québec Circuit.*

Québec, to wit : } **AUGUSTIN GABOURY**, of  
No. 3483. } the city of Québec, ac-  
countant ; against **DAME EMMA LEFEBVRE**,  
wife separated as to property by marriage contract  
of Alfred Lortie, contractor, both of the city of  
Québec, and the said Alfred Lortie a party here-  
unto for the purpose of assisting his said wife, to  
wit :

The south part of lot No. 819 (eight hundred and  
nineteen), of the official cadastre of Saint Roch's  
ward, of the city of Québec, being a lot of thirty  
feet in front on the alignment of de La Chapelle  
street, by forty-three feet in depth going towards  
the east—with buildings. Subject to the charge of  
a ground rent of four dollars payable to the hono-  
rable judge J. G. Bossé, on the 29th of September  
of every year, redeemable at five per cent.

To be sold at my office, in the city of Québec, on  
the **TWENTIETH** day of **MARCH** next, at **TEN**  
of the clock in the forenoon Said writ returnable  
according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Québec, 16th February, 1899. 694  
[First published, 18th February, 1899.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, to wit : } **MOISE LECLERC**, of the  
No. 1587. } village of Lauzon, Bailiff ;  
against **VICTOR BEGIN**, formerly of the same  
place, and now in the North West Territories, to  
wit :

Lots Nos. 142 (one hundred and forty-two) and  
202 (two hundred and two), of the official cadastre  
for the village of Bienville, being a lot of land  
situate on Bienville street—with buildings, to be  
sold together (en bloc).

To be sold at the church door of Notre Dame de  
la Victoire de Lévis, on the **TWENTY-FIRST** day  
of **MARCH** next, at **TEN** of the clock in the  
forenoon. Said writ returnable according to law.

**CHS. A. ERN. GAGNON,**

Sheriff's Office, Shérif.  
Québec, 16th February, 1899. 692  
[First published, 18th February, 1899.]

**Sheriff's Sales—St. Hyacinth**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the un-  
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**  
have been seized, and will be sold at the respective  
time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court.*

Canada, } **HONORÉ CAR-**  
Province of Québec, } **REAU**, Plaintiff ;  
District of St Hyacinth, } against **EDMOND**  
No. 126. } **MARTEL**, farmer, of  
the parish of Sainte Marie de Monnoir, in the  
district of Saint Hyacinth, Defendant, sued jointly  
and severally with Jean Baptiste Martel, farmer, of  
the township of Brompton, in the district of Saint  
Francis, and Frederick Martel, farmer, of the  
parish of Chambly, in the district of Montreal, to  
wit :

Seized on said Edmond Martel :

A lot of land situate in the parish of Sainte  
Marie de Monnoir, on the range of Ruisseau Barré,  
east side, containing three acres in with by thirty  
in length ; bounded in front by the road of said  
range, in rear by the road of the range known as  
the Church range, on the north side by the land of  
François Vigeant, and on the south side by the land  
of the said Edmond Martel, known on the official  
plan and book of reference for the said parish of  
Sainte Marie de Monnoir, as lot number two  
hundred and ninety-six (No 296)—with buildings.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble ci-dessus décrit et saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures de l'avant midi, le treute-unième jour de janvier dernier, 1893, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville, aura lieu à ONZE heures de l'avant-midi, le TREIZIEME jour de MARS prochain, à la porte de l'église de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville.

EUGENE SICOTTE.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 20 février 1899. 717-2  
[Première publicat on, 25 février 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Canada, } JOSEPH AMBROISE  
Province de Québec, } ARCHAMBAULT,  
District de St-Hyacinthe, } Demandeur ; contre  
No 151. } EDMOND MARTEL,  
Défendeur.

1° Une terre située dans la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang du Ruisseau Barré, côté est, contenant trois arpents de largeur sur trente de longueur ; borné devant par le chemin du dit rang, en arrière au chemin du rang de l'Eglise, du côté nord joignant la terre de François Vigeant, et du côté sud celle du dit Edmond Martel, ci-dessous décrite, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize (No 296), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses.

2° Une terre située dans la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le dit rang du Ruisseau Barré, de la contenance de trois arpents de largeur sur trente de profondeur, connue et désignée sous le numéro deux cent quatre-vingt-quinze (295), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir—avec les bâtisses.

Les dits immeubles seront vendus à la charge de la rente annuelle et viagère payable à dame Marie Anne Doré, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, veuve de feu Prudent Massé, en son vivant cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, en vertu d'un acte de donation entre vifs, consenti le 29 mars 1829, par Augustin Vigeant et la dite Marie Anne Doré à Abraham Miclette, fils, devant Mtres Isaïe Boudreau et Th. Lemay, notaires publics, ainsi que des diverses prestations énumérées au dit acte et des arrérages de la dite rente, dus et échus depuis le 29 septembre de l'année 1898.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE.

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 8 février 1899. 581-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—Comté de Rouville.*

Canada, } MOISE BESSETTE,  
Province de Québec, } Demandeur ; vs  
District de St-Hyacinthe, } NAPOLEON BARRIÈRE,  
No 737. } RIERE, Défendeur.

1° Une terre située dans le comté de Rouville, en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, dans le rang du Vide Ashby, contenant six arpents de largeur sur dix arpents de profondeur, le tout plus ou moins, étant partie du lot numéro quatre cent vingt-deux (No 422) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marie de Monnoir ; la dite terre bornée comme suit : en front par le chemin du dit rang, en profondeur par un travers près du bois debout appartenant à George Ashby, joignant d'un côté le terrain de Séraphin

Notice is hereby given that the sale of the immoveable above described and seized in this cause, formerly announced to take place at eleven o'clock of the forenoon, on the thirty-first day of January last, 1899, at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at Marieville, will take place at ELEVEN o'clock of the forenoon, on the THIRTEENTH day of MARCH next, at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at Marieville.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 20th February, 1899. 718  
[First published, 25th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.*

Canada, } JOSEPH AMBROISE  
Province of Quebec, } ARCHAMBAULT,  
District of St. Hyacinth, } Plaintiff ; against ED-  
No. 151. } MOND MARTEL,  
Defendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of the Ruisseau Barré, east side, containing three acres in width by thirty in length ; bounded in front by the road of said range, in rear by the road of the range known as the Church range, on the north side by the land of François Vigeant, and on the south side by the land of the said Edmond Martel, hereinafter described, known on the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir as lot number two hundred and ninety-six (No. 296)—with buildings.

2. A lot of land situate in the said parish of Sainte Marie de Monnoir, on the said range of the Ruisseau Barré, containing three acres in width by thirty in depth, known and designated as lot number two hundred and ninety-five (No. 295), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir—with the buildings.

The said immoveables will be sold subject to the annual and life rent payable to Dame Marie Anne Doré, of the town of St. Johns, in the district of Iberville, widow of the late Prudent Massé, in his lifetime farmer, of the said parish of Sainte Marie de Monnoir, by virtue of a deed of donation *inter vivo*, executed, the 29th March, 1829, by Augustin Vigeant and the said Marie Anne Doré to Abraham Miclette, junior, before Mtres Isaïe Boudreau and Th. Lemay, notaries public—together with all the numerous prestations and conditions mentioned in said deed and to the arrears of said rent, due and exigible before the 29th September, of the year 1898.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at Marieville, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock of the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 8th February, 1899. 582  
[First published 11th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS**

*Circuit Court—County of Rouville.*

Canada, } MOISE BESSETTE,  
Province of Quebec, } Plaintiff ; vs. NA-  
District of St. Hyacinth, } POLEON BARRIÈRE,  
No. 737. } Defendant.

1. A lot of land situate in the county of Rouville, in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range called Vide Ashby, containing six acres in width by ten acres in depth, more or less, being part and portion of lot number four hundred and twenty-two (No. 422), of the official plan and book of reference for the said parish of Sainte Marie de Monnoir ; said piece of land bounded as follows : in front by the highway of said range, in rear by a crossways near the wood lot belonging to George Ashby, on one side by the land of Séraphin Lemaire,

Lemaire, et de l'autre côté à celui du dit George Ashby—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

2° Un lopin de terre situé au village de Marieville, comté de Rouville, du côté est de la rue Sainte-Marie, étant la moitié nord du lot numéro soixante six (No 66), des plan et livre de renvoi officiels du dit village; cette dite moitié de lot borné en front par la dite rue, en profondeur par le ruisseau Saint-Louis, du côté nord par le terrain de veuve L. E. P. Laberge, et du côté sud par le terrain de Michel Normandin ou représentants formant le reste du dit lot—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées, avec le droit de passage tel qu'il existe actuellement en commun avec le dit Napoléon Barrière et Michel Normandin ou représentants; pour communiquer de la dite rue et revenir à la dite rue pour entrer et sortir sur le présent terrain et celui du dit M. Normandin. La grange de ce dernier, dont une petite partie est construite sur une partie du terrain du défendeur, devant demeurer où elle est actuellement construite sans qu'on puisse la reculer ou déranger aucunement.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, à Marieville, le QUATORZIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 6 février. 583-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

and on the other side by the land of said George Ashby—with a dwelling house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land situated in the village of Marieville, county of Rouville, on the east side of Sainte Marie street, and being the north half of lot number sixty six (66), of the official plan and book of reference for the said village; said half of lot bounded in front by the said street, in rear by Saint Louis brook, on the north side by the land of widow L. E. P. Laberge, and on the south side by the land of Michel Normandin or representatives, forming the residue of said lot—with a dwelling house and other buildings thereon erected, and together with the right of way as it exists presently in common with the said Napoléon Barrière and Michel Normandin, to communicate to and from said street, to enter on and exit from the said lot of land and that of said Michel Normandin. Further the barn of the said Michel Normandin, which for a small portion is erected on part of the land of said defendant, to remain where it is presently built without right or power to disturb it in any manner whatever.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte Marie de Monnoir, at Marieville, on the FOURTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinth, 6th February, 1899. 584  
[First published, 11th February, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Terrebonne

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.*

District de Terrebonne, } LES COMMISSAI-  
Ste-Scholastique, savoir : } RES D'ECOLES DE  
No 2975. } SAINT-HYPPOLITE,  
Demandeurs; vs. LOUIS BRIERE, FILS, Défendeur;  
et CHARLES EDOUARD MARCHAND, curateur au délaissement, savoir :

Un bloc de terre connu et désigné comme étant les numéros vingt-six et vingt-sept (26-27), dans le dixième rang du canton de Kilkenny, et vingt-sept a, vingt-sept b, vingt-sept c et vingt-sept d, (27a, 27b, 27c et 27d), dans le onzième rang du même canton, dans le comté et district de Terrebonne—avec moulin et autres bâtisses y érigés.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Hyppolite, dit district, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 février 1899. 811  
[Première publication, 4 mars 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } D LLE MARY JANE  
Ste-Scholastique, savoir : } PILON, Demande-  
No 271. } resse; vs. JOSEPH  
DUBOIS, Défendeur, savoir :

1° Un terrain connu et désigné au cadastre hypothécaire du comté de Terrebonne, comme étant la partie est du numéro cent trente-quatre (134), de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, district de Terrebonne, ayant environ quarante-un arpents en superficie, renfermée dans les bornes suivantes : tenant au sud à Lambert Guérin et Damien Filiatreault, à l'est à Pierre Labelle et J.-Bte St-George, et à l'ouest à l'autre partie du dit No 134. A la

### Sheriff's Sales—Terrebonne

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.*

District of Terrebonne, } THE SCHOOL COM-  
Ste Scholastique, to wit : } MISSIONERS OF  
No. 2975. } SAINT HYPPOLITE,  
Plaintiffs; vs. LOUIS BRIERE, JUNIOR, Defendant,  
and CHARLES EDOUARD MARCHAND, curator to the surrender, to wit :

A block of land known and designated as being numbers twenty-six and twenty-seven (26-27), in the tenth range of the township of Kilkenny, and twenty-seven a, twenty-seven b, twenty-seven c and twenty-seven d (27a, 27b, 27c and 27d), in the eleventh range of the same township, in the county and district of Terrebonne—with mill and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the catholic church of the parish of Saint Hyppolite, said district, on the FIFTH day of APRIL next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th February, 1899. 812  
[First published, 4th March, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } MISS MARY JANE  
Ste Scholastique, to wit : } PILON, Plaintiff;  
No. 271. } vs. JOSEPH DUBOIS,  
Defendant, to wit :

1. A lot known and designated on the registration cadastre of the county of Terrebonne, as being the last part of number one hundred and thirty-four (134), of the parish of Sainte Thérèse de Blainville, district of Terrebonne, containing about forty-one arpents in area, comprised within the following limits : bounded on the south by Lambert Guérin and Damien Filiatreault, on the east by Pierre Labelle and J. Bte. St. George, and on the west by

charge par l'acquéreur de payer la rente annuelle et viagère hypothéquée sur cette partie du dit No 134 en faveur de Marcel Côté, rentier, de la paroisse de Saint-Eustache, dit district, telle que constatée aux actes qui la créent.

2° Une terre connue et désignée au même cadastre, comme étant le numéro cent trente-neuf (139), de la même paroisse, dit district—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Sainte-Thérèse de Blainville, dit district, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 28 février 1899. 813  
[Première publication, 4 mars 1899.]

the other part of the said No. 134. Subject to the charge upon the purchaser of paying the annual and hypothecary life rent on this part of said No. 134, in favor of Marcel Côté, rentier, of the parish of Saint Eustache, said district, such as set forth in the deeds which create it.

2. A land known and designated on the same cadastre, as being number one hundred and thirty-nine (139), of the same parish, said district—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the catholic church of the village of Sainte Thérèse de Blainville, said district, on the SIXTH day of APRIL next, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sainte Scholastique, 28th February, 1899. 814  
[First published, 4th March, 1899.]

### Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : JOSEPH GENE-  
No. 1089. REUX, Demandeur;  
vs. FERDINAND BOURASSA, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Grand'Mère, concession de Grand'Mère, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur quarante-huit pieds de profondeur, plus ou moins ; borné au sud-est par Denis Baribeault, au nord-ouest par Ernest Cloutier, au nord-est par Sévère Boisvert, et au sud-ouest par Gonzague Landry, faisant partie du lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le CINQUIEME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 1er mars 1899. 837  
[Première publication, 4 mars 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit.—District des Trois Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : DAME JOSEPHINE  
No 927. RICHARD, Demanderesse ; vs. MAXIME PLANTE, Défendeur.

1° Un certain lot de terre situé dans le village incorporé de Grand'Mère, formant partie du lot officiels numéro quatre-vingt-treize, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, connu et désigné au plan de subdivision du dit lot officiel fait par J. P. B. Casgrain, arpenteur provincial, et dûment enregistré, comme étant la subdivision numéro trente (93-30), contenant soixante pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise ; borné en front par le chemin public, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-ouest par la subdivision numéro vingt-neuf du dit lot officiel, et de l'autre côté au nord-est par la subdivision numéro trente et un du dit lot officiel, avec le droit de passage mitoyen dans la dite ruelle en arrière, étant la subdivision numéro trente-deux (93-32), du dit lot officiel à perpétuité—avec bâtisses.

2° Un certain lot de terre situé dans le village

### Sheriff's Sales—Three Rivers

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Three-Rivers.*  
Three Rivers, to wit : JOSEPH GENE-  
No. 1089. REUX, Plaintiff ; vs. FERDINAND BOURASSA, Defendant.

A lot of land situate in the village of Grand'Mère, concession of Grand'Mère, containing forty-five feet in width by forty-eight feet in depth, more or less ; bounded on the south east by Denis Baribeault, on the north west by Ernest Cloutier, on the north east by Sévère Boisvert, and on the south west by Gonzague Landry, forming part of lot number ninety-four (94) on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Flore, on the FIFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.  
Three-Rivers, 1st March, 1899. 838  
[First published, 4th March, 1899.]

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : DAME JOSEPHINE  
No. 927. RICHARD, Plaintiff ; vs. MAXIME PLANTE, Defendant.

1. A cert in lot of land situate in the incorporated village of Grand'Mère, forming part of the official lot number ninety-three, on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice, known and designated on the subdivision plan of the said official lot made by J. P. B. Casgrain, provincial land surveyor, and duly registered as being subdivision number thirty (93-30), containing sixty feet in width by one hundred and thirty feet in depth, english measure ; bounded in front by the public road, in rear by a lane, on one side to the south west by the subdivision number twenty-nine, of the said official plan, and on the other side on the north east by subdivision number thirty-one, of the said official lot, with the right of way in common in the said lane in rear, being the subdivision number thirty-two (93-32), of the said lot for ever—with buildings.

2. A certain lot of land situated in the incor-

incorporé de Grand'Mère, formant partie du lot officiel numéro quatre-vingt-treize, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, dans le comté de Saint-Maurice, connu et désigné au plan de subdivision du dit lot officiel fait par J. P. B. Casgrain, arpenteur provincial, et dûment enregistré, comme étant la subdivision numéro trente et un (93-31), contenant soixante pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, mesure anglaise; borné en front par le chemin public, en arrière par une ruelle, d'un côté au sud-ouest par la subdivision numéro trente du dit lot officiel, et de l'autre côté au nord-est par la rue Jarves avec le droit de passage mitoyen dans la dite ruelle, étant la subdivision numéro trent-deux (93-32), du dit lot officiel à perpétuité—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flore, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 8 février 1899. 571-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } ELZEAR FERRON,  
No. 213. } Demandeur; vs.  
RAPHAEL BEAULIEU, Défendeur.

1° Une terre située dans le cinquième rang du township de Caxton, dans la paroisse de Saint-Elie, contenant environ trente-deux arpents en superficie; bornée en front par le chemin public, en profondeur par le sixième rang, du côté nord par Joseph Matteau, du côté sud par Héraclée Beaulieu, connue et désignée la dite terre sous les numéros trois D et quatre A (3 D et 4 A), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Elie—avec maison, grange et autre dépendance dessus construite.

2° Une autre terre située dans le quatrième rang du township de Caxton, dans la paroisse de St-Elie, contenant environ cinquante-deux arpents en superficie; bornée en front par le chemin public, en profondeur par le troisième rang, du côté nord par Héraclée Beaulieu, et du côté sud par Isaïe Déchaine, connue et désignée la dite terre sous le numéro trois A (3 A), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la dite paroisse de Saint-Elie.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Elie, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois Rivières, 8 février 1899. 573-2  
[Première publication, 11 février 1899.]

**Nominations**

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du 2 février 1899, pour la paroisse de Sainte-Ursule, dans le comté de Maskinongé, et de nommer par commission en date du 1er mars 1899, MM. Arthur Lambert, Henri Lessard, Jessie Turner, Toussaint Grenier, Adolphe Bellemare et Toussaint Picotte, commissaires de la dite cour. 865

porated village of Grand'Mère, forming part of the official lot number ninety-three, on the official plan and book of the parish of Sainte Flore, in the county of Saint Maurice, known and designated on the subdivision plan of the said official lot made by J. P. B. Casgrain, provincial land surveyor, and duly registered as being the subdivision thirty-one (93-31), containing sixty feet in width by one hundred and thirty in depth, english measure; bounded in front by the public road, in rear by a lane, on one side to the south west by subdivision number thirty, of the said official lot, and on the other side on the north east by Jarves street, with the right of way in common in the said lane, being subdivision number thirty-two (93-32), of the said official lot for ever—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Flore, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 8th February, 1899. 572  
[First published, 11th February, 1899.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } ELZEAR FERRON,  
No. 213. } Plaintiff; vs. RA-  
PHAEL BEAULIEU, Defendant.

1. A lot of land situate in the fifth range of the township of Caxton, in the parish of Saint Elie, containing about thirty-two arpents in superficies; bounded in front by the public road, in rear by the sixth range, on the north side by Joseph Matteau, on the south side by Héraclée Beaulieu, the said lot being known and designated under the numbers three D and four A (3 D and 4 A) of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Elie—with a house, barn and other dependencies thereon erected.

2. Another lot of land situate in the fourth range of the township of Caxton, in the parish of Saint Elie, containing about fifty-two arpents in superficies; bounded in front by the public road, in rear by the third range, on the north side by Héraclée Beaulieu, and on the south side by Isaïe Déchaine, the said lot being known and designated under the number three A (3 A), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Saint Maurice, for the said parish of Saint Elie.

To be sold at the church door of the parish of Saint Elie, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the morning. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 8th February, 1899. 574  
[First published, 11th February, 1899.]

**Appointments**

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to revoke the commission for the summary trial of small causes, dated the 2nd day of February, 1899, for the parish of Sainte Ursule, in the county of Maskinongé, and by a commission dated the 1st of March, 1899, to appoint Messrs. Arthur Lambert Henri Lessard, Jessie Turner, Toussaint Grenier, Adolphe Bellemare and Toussaint Picotte, commissioners of the said court. 866

## Avis Divers

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2566.

Dame Marie Julie Alexina Choquet, du village de Varennes, district de Richelieu, épouse commune en biens d'Ernest Dalpé dit Parizeau, ci-devant cultivateur, et actuellement bourgeois-rentier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,  
 Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Dalpé dit Parizeau, ci-devant cultivateur, et actuellement bourgeois-rentier, du même lieu.  
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le dit défendeur.

M. A. BERNARD,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 28 février 1899.

863

## Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2566.

Dame Marie Julie Alexina Choquet, of the village of Varennes, district of Richelieu, wife common as to property of Ernest Dalpé dit Parizeau, heretofore farmer, and actually retired gentleman, of the same place, judicially authorized to appear in court,  
 Plaintiff ;

vs.

The said Ernest Dalpé dit Parizeau, heretofore farmer, and actually retired gentleman, of the same place,  
 Defendant.

An action of separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

M. A. BERNARD,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 28th February, 1899.

864

## Avis de Faillites

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Trois-Rivières. }

Avis est par le présent donné que Octave Beaudet, marchand, de Saint-Pierre les Becquets, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 28 février 1899, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

PARADIS &amp; JOBIN,

Comptables publics.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.  
 Québec, 2 mars 1899.

861

## Bankrupt Notices

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Three Rivers. }

Notice is hereby given that Octave Beaudet, merchant, of Saint Pierre les Becquets, has, on the 28th of February, 1899, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

PARADIS &amp; JOBIN,

Public accountants.

Office : 44, Dalhousie street,  
 Richelieu and Ontario Nav. Co. Building.  
 Quebec, 2nd March, 1899.

862

*Index de la Gazette Officielle de  
Québec, No. 9*

- ACTES DE LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC :—Bills récemment sanctionnés, 569.
- ANNONCEURS — Avis aux :— Concernant avis, etc., 570.
- BILLS PRIVÉS, P. F. :—Avis au sujet des :—Chambre des Communes, 571 ; Sénat et Chambre des Communes, 571 ; Sénat, 571.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 574 ; Conseil législatif, 572.
- CERCLE AGRICOLE :— Formation de :— Paroisse Saint-Rémi, 570.
- DÉPENSES D'ÉLECTION :—District électoral de Lévis, 576.
- ERRATUM :—Nomination de juges de paix :—Iberville, 581.
- FAILLIS —Beudet, 600 ; Baril & frère, 582 ; Henley, 583 ; Jacob, 582 ; Lavigne, 582 ; Lemoine, 582 ; Noreau, 583 ; Parent, 583 ; Roy, 583 ; Swain & Son, 582.
- LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Cie de Gallinoculture de Jacques-Cartier, 578 ; La Cie commerciale d'Hébertville, 578 ; La Cie des eaux de l'électricité de Chicoutimi, 577 ; La Cie Savoie-Guay, 577 ; The Canadian Camera Coy, 576 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 578.
- LICITATION :—Melaven vs Melaven *et al*, 584.
- MINUTES DES NOTAIRES, DEMANDES DE TRANSFERT :—De Antoine Fortier à Vincent Fortier, 570.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'ériger en :—Saint-Edouard, 570.
- NOMINATIONS :—*Cour des Commissaires* :—Sainte-Ursule, 599.
- RÈGLES DE COUR :—Allen *et al* vs Ruitter, 584.
- SÉPARATIONS DE BIENS :—Lmes Adam vs Cloutier, 580 ; Bélanger vs Rondeau, 581 ; Choquet vs Dalpé, 600 ; Daignault vs Galarneau, 580 ; Delâge vs Touchette, 579 ; Desmarais vs Noreau, 579 ; Gill vs Desmarais, 579 ; Grisé vs Demers, 581 ; Guertin vs Préfontaine, 579 ; Martel vs Brillère, 579 ; Mason vs Groll, 580 ; Mercier vs Monette, 580 ; O'Brien vs Jacotel, 580 ; Tétrault vs Forand, 581 ; Trudel vs Trottier, 581.
- SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Ashby vs McCall, 580.
- VENTE DE FAILLITE :—Thomson, 583.
- NOTES PAR LES JESUITES :
- ARTHABASKA :—L'abbé vs de Champlain, 585.
- BEAUHARNOIS :—Dion *et al* vs Dme Denis *et al*, 586 ; Notre Souveraine Dame la Reine vs Cottingham, 586.
- IBERVILLE :—Gervais vs Dextraze, 586 ; Marcille vs Dme Tourneur, 587.

*Index of the Quebec Official  
Gazette, No. 9*

- ACTS OF QUEBEC LEGISLATURE :— Bills recently assented, 569.
- ADVERTISERS :— Notice to :— Respecting notices, &c, 570.
- PRIVATE BILLS, F. P. :— Notice respecting the :— House of Commons, 571 ; Senate and House of Commons, 571 ; Senate, 571.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :— Notice Respecting the :— Legislative Assembly, 574 ; Legislative Council, 572.
- FARMER'S CLUB :— Formation of :—Parish Saint Rémi, 570.
- ELECTION EXPENSES :—Electoral district of Lévis, 576.
- ERRATUM :— Appointment of justices of the peace :— Iberville, 581.
- INSOLVENTS :—Beudet, 600 ; Baril & frère, 582 ; Henley, 583 ; Jacob, 582 ; Lavigne, 582 ; Lemoine, 582 ; Noreau, 583 ; Parent, 583 ; Roy, 583 ; Swain & Son, 582.
- LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :— Cie de Gallinoculture de Jacques-Cartier, 578 ; La Cie commerciale d'Hébertville, 578 ; La Cie des eaux de l'électricité de Chicoutimi, 577 ; La Cie Savoie-Guay, 577 ; The Canadian Camera Coy, 576 ; The Louiseville Shirt Manufacturing Coy, 578.
- LICITATION :—Melaven vs Melaven *et al*, 584.
- MINUTES OF NOTARIES, APPLICATIONS FOR —From Antoine Fortier to Vincent Fortier, 570.
- SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to erected in :— Saint Edouard, 570.
- APPOINTMENTS :—Commissioners' Court :— Sainte Ursule, 599.
- RULE OF COURT :—Alien *et al* vs Ruitter 584.
- SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Adams vs Cloutier, 580 ; Bélanger vs Rondeau, 581 ; Choquet vs Dalpé, 600 ; Daignault vs Galarneau, 580 ; Delâge vs Touchette, 579 ; Desmarais vs Noreau, 579 ; Gill vs Desmarais, 579 ; Grisé vs Demers, 581 ; Guertin vs Préfontaine, 579 ; Martel vs Brillère, 579 ; Mason vs Groll, 580 ; Mercier vs Monette, 580 ; O'Brien vs Jacotel, 580 ; Tétrault vs Forand, 581 ; Trudel vs Trottier, 581.
- SEPARATION FROM BED AND BOARD :—Dme Ashby vs McCall, 580.
- INSOLVENT'S SALE :—Thomson, 583.
- NOTES BY JESUITS :
- ARTHABASKA :—L'abbé vs de Champlain, 585.
- BEAUHARNOIS :—Dion *et al* vs Dme Denis *et al*, 586 ; Our Sovereign Lady the Queen vs Cottingham, 586.
- IBERVILLE :—Gervais vs Dextraze, 586 ; Marcille vs Dme Tourneur, 587.

- JOLIETTE** :—Dme Levesque vs Dulac, 587.
- KAMOURASKA** :—Fraser *et al* vs Caron, 589 ; Pelletier vs Gagné, 589.
- MONTMAGNY** :—Dlle Richard vs Bernier, 589.
- MONTREAL** :—Beaudoin *et al* vs Dme Seguin *et al*, 591 ; Dme Casgrain vs McCleary, 592 ; Jarry vs Lavallée, 593 ; McGowen vs Bélair, 593 ; Muer vs Sheridan, 590 ; Sait vs Dlle Mansfield, 592 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Ryan, 591.
- OTTAWA** :—Dme Sully vs Bertrand, 594.
- QUÉBEC** :—Gaboury vs Dme Lefebvre, 595 ; La cité de Québec vs Lelièvre, 594 ; La cité de Québec vs Dme Robitaille, 594 ; Leclerc vs Bégin, 595.
- SAINT-HYACINTHE** :—Archambault vs Martel, 596 ; Bessette vs Barrière, 596 ; Carreau vs Martel, 595.
- TERREBONNE** :—Dlle Pilon vs Dubois, 597 ; Les commissaires d'écoles de Saint-Hypolite vs Brière, fils, 597.
- TROIS-RIVIÈRES** :—Dme Richard vs Plante, 598 ; Ferron vs Beaulieu, 599 ; Généreux vs Bourassa, 598.
- JOLIETTE** :—Dme Levesque vs Dulac, 587.
- KAMOURASKA** :—Fraser *et al* vs Caron, 589 ; Pelletier vs Gagné, 589.
- MONTMAGNY** :—Miss Richard vs Bernier, 589.
- MONTREAL** :—Beaudoin *et al* vs Dme Seguin *et al*, 591 ; Dme Casgrain vs McCleary, 592 ; Jarry vs Lavallée, 593 ; McGowen vs Bélair, 593 ; Muer vs Sheridan, 590 ; Sait vs Dlle Mansfield, 592 ; The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Ryan, 591.
- OTTAWA** :—Dme Sully vs Bertrand, 594.
- QUÉBEC** :—Gaboury vs Dme Lefebvre, 595 ; The city of Quebec vs Lelièvre, 594 ; The city of Quebec vs Dme Robitaille, 594 ; Leclerc vs Bégin, 595.
- SAINT-HYACINTHE** :—Archambault vs Martel, 596 ; Bessette vs Barrière, 596 ; Carreau vs Martel, 595.
- TERREBONNE** :—Miss Pilon vs Dubois, 597 ; The school commissioners of Saint Hypolite vs Brière, son, 597.
- THREE RIVERS** :—Dme Richard vs Plante, 598 ; Ferron vs Beaulieu, 599 ; Généreux vs Bourassa, 598.